



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



Ministry of Education
REPUBLIC OF GHANA

ADEA TRIENNIALE 2025

29-31 OCTOBER | **ACCRA - GHANA**

« Renforcer la résilience des systèmes éducatifs
africains : progresser vers l'éradication de la pauvreté
éducative d'ici 2035 grâce à une main-d'œuvre bien
formée et qualifiée pour le continent et au-delà. »

PROJET DE PROGRAMME



Labadi Beach Hotel

triennale.adeanet.org

JOUR 1
29 octobre**Inscription et expositions, ouverture officielle et séances plénières, événements parallèles 1 à 8**

Heure et lieu	Point et description
08h00 – 17h00	Inscription : les participants doivent se rendre au site d'inscription pour retirer leur badge et recevoir des informations supplémentaires.
07h00 – 09h00	Exposition de l'innovation et du savoir : les exposants doivent installer et préparer leur matériel d'exposition. Les participants peuvent également commencer à visiter le salon et à discuter avec les exposants.
Maîtres de cérémonie : Bernard Avle et Prisca Gyamwodie Rapporteur en chef : Prof. Kirun Bhujun , directeur de la division de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Recherche, Maurice	
09h00 Adesa Pavillon	Ouverture officielle de haut niveau : • Arrivée de l'invité d'honneur spécial et visite de l'exposition : ○ Son Excellence Professeur Naana Jane Opoku-Agyemang, vice-présidente de la République du Ghana • Discours d'ouverture : ○ Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif de l'ADEA ○ S.E. Prof. Gaspard Banyankimbona, Commissaire à l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (ESTI), Union africaine • Exposé sur le thème principal : ○ Eyerusalem Fasika, Directrice nationale, Banque africaine de développement (BAD), Bureau national du Ghana ○ Professeur Kwame Akyeampong, professeur d'éducation internationale et de développement, The Open University. Expert en systèmes éducatifs en Afrique • Mot de bienvenue et présentation de l'invité d'honneur : ○ S.E. Haruna Iddrisu (député), ministre de l'Éducation, Ghana • Discours liminaire de l'invité d'honneur spécial : ○ Son Excellence Professeur Naana Jane Opoku-Agyemang, vice-présidente de la République du Ghana • Remerciements : ○ Lydia Essuah, directrice générale, ministère de l'Éducation, Ghana • Séance photo
11h00 – 11h30	Pause santé

11h30 – 12h30

Adesa
Pavillon

Session plénière 1 : Financement de l'éducation – perspectives des décideurs politiques et des leaders du secteur (60 min)

Objectifs de la session :

- Présenter les innovations africaines en matière de financement de l'éducation dans un contexte de baisse de l'aide internationale.
- Mettre en avant des stratégies pratiques visant à développer et à pérenniser les ressources nationales consacrées à l'éducation.
- Renforcer les partenariats intersectoriels (gouvernements, secteur privé et philanthropie) pour un financement durable.
- Appel à l'action en faveur d'un financement durable de l'éducation en Afrique.

Modératrice : Dr Julie Gichuru, fondatrice et PDG de l'Africa Leadership and Dialogue Institute (ALADI)

Rapporteurs :

- **Prof. Kirun Bhujun**, rapporteur en chef
- **Prof. Hellen Inyega**, professeure d'enseignement des langues et de l'alphabétisation, Université de Nairobi
- **Christine Harris-Van Keuren**, SALT Analytics

Intervenants :

1. **S.E. Thomas Nyarko Ampem**, vice-ministre des Finances, Ghana
2. **Emmanuel Lamptey**, directeur général du groupe United Bank of Africa (UBA), Afrique
3. **Serigne Mbaye Thiam**, envoyé de haut niveau du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)
4. **S.E. Joseph Nsengimana**, ministre de l'Éducation, Rwanda
5. **S.E. Dr Houdah Babah Sid M'hamed**, ministre de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif, Mauritanie

Appel à l'action en faveur d'un financement durable de l'éducation en Afrique : **S.E. Haruna Iddrisu (député)**, ministre de l'Éducation, Ghana

12h30 – 13h30

Adesa
Pavillon

Session plénière 2 : Améliorer l'apprentissage fondamental : de FLEX 2024 à FLIGHT – Accélérer les progrès en matière d'apprentissage en Afrique (60 min)

Coalition ministérielle, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), Human Capital Africa (HCA), Fondation Gates, Fondation Hempel et Fondation Echidna

Contexte : cette session plénière de haut niveau réunira des ministres et des représentants de pays afin de réfléchir aux progrès accomplis depuis FLEX 2024 et de partager les enseignements tirés de leurs expériences nationales en matière d'apprentissage fondamental (FL). Elle mettra en évidence les priorités et le soutien dont les gouvernements ont besoin pour mener plus efficacement à bien le programme d'apprentissage fondamental, tout en encourageant un dialogue interactif qui mobilise l'action collective. La session mettra également en avant le lancement de FLIGHT, un nouveau partenariat philanthropique conçu pour renforcer la dynamique en faveur de l'apprentissage fondamental grâce à une assistance technique pertinente, de qualité et axée sur la demande, qui tire parti de l'expertise africaine, car la solution à la crise de l'apprentissage se trouve ici même, sur le continent. Les participants repartiront avec une meilleure compréhension des réalisations et des défis rencontrés depuis FLEX 2024, une idée plus précise de la manière dont l'assistance technique peut être mieux

alignée sur les priorités nationales, régionales et continentales, et une détermination politique et technique renouvelée pour accélérer les résultats de l'apprentissage fondamental.

Objectifs de la session :

- Suivre les progrès réalisés depuis FLEX 2024 du point de vue des ministres/des expériences des pays.
- Identifier les besoins des gouvernements pour faire avancer le programme FL.
- Promouvoir un dialogue interactif et l'engagement du public afin de favoriser l'action collective.
- Annoncer et faire connaître FLIGHT.

Résultats attendus :

- Compréhension commune des progrès et des défis depuis FLEX 2024.
- Clarté sur la manière dont l'assistance technique (AT) doit évoluer pour soutenir les objectifs nationaux, régionaux et continentaux en matière de FL.
- Visibilité et élan pour l'annonce du partenariat philanthropique FLIGHT.
- Renouvellement de l'engagement politique et technique en faveur de l'amélioration des résultats en matière de FL.

Partie 1. Table ronde ministérielle ou discussion informelle : progrès, défis et rôle de l'assistance technique dans la promotion de l'apprentissage des langues étrangères (30 min)

Modérateur : Dr Oby Ezekwesili, fondateur et PDG, Human Capital Africa (HCA)

Rapporteurs :

- **Prof. Hellen Inyega**, professeure d'enseignement des langues et de l'alphabétisation, Université de Nairobi et personne-ressource FL
- **Professeure Cally Ardington**, directrice de DataFirst, Université du Cap (AFLEARN)

Panélistes :

1. **S.E. Conrad Sackey**, ministre de l'Éducation de base et secondaire et président de la Coalition ministérielle africaine pour l'apprentissage fondamental, Sierra Leone (10 min)
2. **Lindiwe Chide**, directrice adjointe, Assurance qualité, ministère de l'Éducation, Malawi (10 min)
3. **Ndeye Aby Ndaw**, directrice de l'enseignement élémentaire, ministère de l'Éducation nationale, Sénégal (10 min)

Partie 2. Annonce du partenariat philanthropique FLIGHT (Foundational Learning Initiative for Government-led Transformation) (30 min)

Intervenants :

1. **Albert Nsengiyumva**, secrétaire exécutif, ADEA
2. **S.E. Conrad Sackey**, ministre de l'Enseignement fondamental et secondaire et président de la Coalition ministérielle africaine pour l'apprentissage fondamental, Sierra Leone
3. **Anders Holm**, directeur exécutif, Fondation Hempel

Conclusion : Dr Oby Ezekwesili, fondatrice et PDG, HCA

Événements consultatifs triennaux – 1 : première série d'événements parallèles (engagements des partenaires/pays)

14h30 – 16h30 **Événement en marge 1 : Repenser le financement de l'éducation en Afrique, y compris les implications liées à l'évolution du paysage mondial du financement – 1** (120 min)

Omanyee I

Contexte

La trajectoire démographique de l'Afrique est à la fois un défi et une opportunité. D'ici 2063, la population du continent sera majoritairement jeune. S'ils bénéficient d'une éducation et d'une formation solides, ces jeunes peuvent devenir les moteurs de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la croissance inclusive. Mais sans une action audacieuse, le continent risque de voir une génération de jeunes sous-qualifiés confrontés au chômage, aux inégalités et à la frustration, avec des implications pour la paix et la stabilité.

Pendant des décennies, l'aide internationale a joué un rôle de soutien dans les systèmes éducatifs africains. Cependant, l'aide est aujourd'hui en baisse, tant en volume qu'en efficacité. Ces dernières années, les principaux partenaires financiers ont réduit ou supprimé leur financement, laissant des lacunes de financement qui ont des effets disproportionnés sur les filles, les réfugiés et les groupes marginalisés. De même, les pays n'ont pas toujours respecté les principes convenus dans la Déclaration de Paris, à savoir l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation et la responsabilité. L'aide reste très fragmentée, dominée par des projets à court terme, avec moins de 10 % versés sous forme d'aide budgétaire par le biais des systèmes nationaux. Les systèmes parallèles existants affaiblissent les capacités institutionnelles au lieu de les renforcer, tandis que le manque d'harmonisation entre les partenaires financiers entraîne des doublons et des inefficacités.

Ces tendances soulignent l'urgence de repenser l'architecture financière de l'éducation. L'Afrique ne peut pas compter uniquement sur l'aide, ni sur les anciens modèles de soutien extérieur. Pour combler les déficits de financement persistants, l'Afrique doit désormais se tourner vers l'intérieur, en renforçant ses systèmes fiscaux, en améliorant la gestion des finances publiques et en réduisant sa dépendance à l'égard de l'aide extérieure. L'Afrique doit donc élaborer un pacte de financement qui mobilise davantage de ressources nationales et garantisse que chaque shilling, dollar ou franc investi dans l'éducation soit utilisé de manière plus efficace, plus équitable et avec une plus grande responsabilité.

Le sous-thème axera les discussions sur l'augmentation des dépenses (mobilisation de ressources pour l'éducation) et l'amélioration des dépenses (utilisation efficace et responsable des ressources). Le financement fondé sur les données sera essentiel. En tirant parti de la technologie et de l'amélioration des systèmes de données, les gouvernements peuvent suivre les dépenses avec plus de précision, allouer les ressources de manière plus équitable et établir un lien entre les dépenses et les résultats. Il est également essentiel d'intégrer la résilience dans les budgets de l'éducation, afin que les systèmes puissent résister aux chocs climatiques, aux conflits et aux pandémies sans subir de perturbations catastrophiques.

Objectifs spécifiques :

- Présenter des stratégies innovantes de mobilisation des ressources nationales qui élargissent l'espace budgétaire pour l'ensemble du continuum éducatif.
- Mettre en avant les moyens explorés pour tirer parti des investissements privés et de la philanthropie afin de compléter les dépenses publiques

- Organiser des dialogues d'apprentissage entre pairs sur les stratégies visant à renforcer les systèmes d'efficacité, de responsabilité et de résilience dans le financement de l'éducation afin de garantir une allocation efficace et équitable des ressources à tous les niveaux.
- Mettre en avant le rôle des données et de la technologie dans l'orientation des décisions de financement et la garantie de l'équité.
- Promouvoir un financement fondé sur les données qui permet de suivre les résultats, de réduire les inégalités et d'éclairer les réformes.

Résultats attendus :

- Compréhension commune des stratégies audacieuses visant à développer et à pérenniser le financement de l'éducation en Afrique.
- Recommandations concrètes au niveau politique sur les modèles et outils de financement durable pour l'Afrique, couvrant la mobilisation des ressources nationales, le financement privé, la responsabilité et les systèmes de données.
- Un cadre pour la mobilisation des ressources nationales et les investissements philanthropiques et privés qui complète les objectifs et les stratégies de financement nationaux.
- Cadre d'engagement politique pour les pays africains afin de promouvoir des modèles de financement de l'éducation résilients et fondés sur des données.
- Un engagement commun des gouvernements, des partenaires et des philanthropes à mobiliser davantage de ressources et à mieux les dépenser, dans le but d'éradiquer la pauvreté éducative d'ici 2035.

Thème central : Mobilisation des ressources par les gouvernements et meilleure utilisation des dépenses pour plus d'efficacité et de responsabilité

Objectifs de la session :

- Partager les enseignements tirés des stratégies gouvernementales visant à mobiliser et à protéger le financement national.
- Mettre en avant les pratiques d'alignement et d'harmonisation pour une utilisation plus efficace des fonds destinés à l'éducation.
- Discuter des réformes de la gestion des finances publiques et des cadres de responsabilité.

Résultats attendus :

- Engagements collectifs en matière de mobilisation des ressources nationales et d'efficacité de la gestion des finances publiques.
- Résumé de la session synthétisant les enseignements tirés en matière d'alignement et d'harmonisation

Facilitateur : Edwin Ikhuoria, GPE

Rapporteurs :

- **Inyang Umoren**, chef de projet, Initiative « Tackling Education and Skills Data Challenge » (ESDC), ADEA
- **Isaac Gyaase Yeboah**, assistant technique – Production et analyse de recherches qualitatives, SHS/T-TEL Link
- **Dr Christine Harris-Van Keuren**, fondatrice, SALT Analytics

Format : présentations, table ronde, questions-réponses, synthèse

Partie 1 : Présentations

-
1. **Discours d'ouverture : S.E. Dr Haruna Iddrisu (député)**, ministre de l'Éducation du Ghana : Pourquoi le financement public est indispensable pour garantir des résultats durables en matière d'éducation. Le rôle des ministères des Finances dans la protection et l'harmonisation des budgets consacrés à l'éducation (10 min)
 2. **Discours liminaire : Serigne Mbaye Thiam**, envoyé de haut niveau du GPE : Vers des voies de financement durables : l'importance du financement national pour l'éducation en Afrique. Créer une dynamique politique pour renforcer l'architecture financière en Afrique (10 min)
 3. Présentation 1 : **Haogen Yao**, économiste spécialisé dans l'éducation à l'UNICEF : Réductions de l'aide à l'éducation pour plus d'efficacité et d'équité (10 min)
 4. Discussions éclair : Encourager la mobilisation des ressources nationales avec des partenaires (10 min)
 - **Maya Ziswiler**, Fondation Roger Federer : exemple de la petite enfance en Afrique australe (5 min)
 - **Donika Dimovska**, CKO, Fondation Jacobs : exemple du partenariat SCALE au Ghana (5 min)
 5. Présentation 2 : **Jean-Claude Dabananiye, IIEP-UNESCO & Rohen d'Aiglepiere, AFD** : Principales conclusions du document d'orientation 2025 et de la Déclaration de Séville (10 min)
 6. Présentation 3 : **Muna Ngenda**, Elimu Soko : L'innovation dans un contexte contraignant : stratégies pour maintenir une éducation de qualité avec des budgets serrés (10 min)
 7. Discussion éclair avec **le Dr Manos Antoninis**, directeur du Rapport GEM : Le nouvel indicateur continental de financement de l'éducation et le prochain tableau de bord politique AU LEARN (5 min)
 8. Présentation 4 (**virtuelle**) : **Emily Gustaffsson-Wright**, Center for Universal Education, Brookings Institution – Un appel urgent pour des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les coûts (5 min)

Pause et réseautage (10 min)

Partie 2 : Table ronde et conclusion

Table ronde ministérielle : Les stratégies gouvernementales dans un contexte de tensions budgétaires (30 min)

Modératrice : Raphaëlle Martinez, chef d'équipe, Financement de l'éducation, Secrétariat du GPE

Panélistes :

1. **Prof. George K.T, Oduro**, conseiller technique auprès du ministre de l'Éducation, Ghana
2. **Emmanuel Allie**, directeur, Partenariats, ministère de l'Éducation de base et secondaire, Sierra Leone
3. **Dr Folake Olatunji-David**, directrice, Éducation de base, ministère fédéral de l'Éducation, Nigeria
4. **Koena Matjiu**, directrice adjointe, Département de l'éducation de base, Afrique du Sud
5. **Oumar Soumare**, directeur général de l'enseignement au MERSE

Questions-réponses (10 min)

14h30 – 16h30

Omanyé II

Événement en marge 2 : Améliorer l'apprentissage fondamental – Progrès et défis depuis FLEX 2024 – 1 (120 min)

Contexte :

L'apprentissage fondamental, qui englobe les compétences de base en lecture, en écriture, en calcul et en socio-émotionnel, constitue le fondement de toute réussite scolaire future. Partout en Afrique, un changement notable s'opère dans la manière dont les pays mesurent et améliorent l'apprentissage fondamental. De nombreux pays ont désormais intégré des évaluations de l'apprentissage fondamental dans leurs systèmes d'évaluation nationaux, reconnaissant qu'une collecte de données solide est essentielle à une réforme éducative efficace. Cependant, ces progrès s'inscrivent dans un contexte difficile. Les principaux bailleurs de fonds internationaux réduisent leur soutien aux systèmes d'évaluation régionaux et nationaux, créant ainsi un écart potentiel entre l'engagement croissant des pays en faveur de la mesure et leur capacité à maintenir des systèmes d'évaluation complets. Cette tension met en évidence le besoin urgent de nouvelles approches en matière de financement et de mise en œuvre des évaluations, ainsi que l'importance de tirer le meilleur parti des données existantes pour favoriser une réelle amélioration.

Malgré la reconnaissance croissante de l'importance de l'apprentissage fondamental, un écart important subsiste entre les données disponibles et la compréhension générale de la gravité de la crise. Le défi est aggravé par le fait que l'apprentissage fondamental commence bien avant la scolarisation formelle, le développement de la petite enfance constituant une préparation cruciale au développement cognitif, socio-émotionnel et physique. Ces premières années sont également essentielles pour faire progresser l'égalité des sexes et la réussite scolaire. Les progrès récents en sciences cognitives ont permis d'acquérir des connaissances sans précédent sur la manière dont les enfants acquièrent les compétences d'apprentissage fondamentales, en particulier en matière d'alphabétisation. Cependant, l'application de ces connaissances scientifiques à des stratégies éducatives évolutives et adaptées au contexte nécessite des efforts continus et une collaboration entre les différentes parties prenantes. Plusieurs pays africains ont commencé à démontrer qu'une mise à l'échelle fondée sur des données probantes est possible, grâce à des approches innovantes qui comprennent des programmes scolaires révisés et des activités menées par des pairs visant à renforcer la préparation à l'école et les compétences fondamentales.

Pour remédier à la crise de l'apprentissage, il faut reconnaître que l'action des gouvernements ne suffit pas à elle seule. Une approche multipartite est essentielle pour obtenir des progrès immédiats et maintenir l'engagement sur les longues périodes nécessaires à la transformation de l'éducation. La véritable valeur des données d'évaluation ne réside pas dans leur collecte, mais dans leur utilisation ; l'utilisation des données sur l'apprentissage fondamental doit devenir un élément clé des efforts d'amélioration, plutôt qu'une simple mesure de responsabilité. Dans le même temps, les initiatives mondiales fournissent des informations précieuses qui peuvent stimuler les progrès et améliorer la compréhension des systèmes éducatifs africains. Le défi consiste à relier avec succès les données mondiales aux contextes locaux, en veillant à ce que les connaissances internationales viennent soutenir plutôt que remplacer les connaissances et les innovations développées localement.

L'Afrique se trouve à un tournant décisif dans son parcours de développement éducatif, alors qu'elle fait progresser l'apprentissage fondamental afin de mettre fin à la crise de l'apprentissage d'ici 2035. L'engagement politique croissant en faveur de l'apprentissage fondamental, l'expansion des capacités d'évaluation, les données émergentes issues d'interventions réussies et la reconnaissance croissante de la nature multipartite de l'amélioration de l'éducation créent des opportunités sans

précédent pour un changement transformationnel. Cependant, la réalisation de ce potentiel nécessite une action coordonnée pour relever les défis persistants tels que les contraintes financières, les écarts entre les données et la pratique, la sensibilisation limitée de la société et l'alignement insuffisant des parties prenantes.

Objectif général : Évaluer les progrès réalisés en matière d'apprentissage fondamental à travers l'Afrique depuis le FLEX 2024 et élaborer des stratégies concrètes pour accélérer les améliorations en vue de l'objectif d'élimination de la pauvreté éducative d'ici 2035.

Objectifs spécifiques

- Mettre en évidence les progrès réalisés depuis FLEX 2024.
- Identifier les approches innovantes et les meilleures pratiques qui ont démontré un impact mesurable.
- Mettre en avant les efforts visant à soutenir l'apprentissage fondamental sur le continent.
- Mettre en évidence le rôle important des données et de l'évaluation dans l'apprentissage fondamental.
- Encourager l'apprentissage entre pairs et la collaboration entre les acteurs africains de l'éducation.

Résultats attendus :

- Faire le point sur les progrès réalisés par les pays depuis FLEX 2024
- Compréhension commune du rôle important des évaluations et des données pour la prise de décision et les preuves issues de la recherche dans l'apprentissage fondamental.
- Faire le point sur le soutien disponible dans l'écosystème de l'apprentissage fondamental
- Recommandations concrètes au niveau politique pour les prochaines étapes en matière d'apprentissage fondamental sur le continent.
- Engagement et compréhension communs des gouvernements, des partenaires et des philanthropes pour développer les mesures efficaces visant à améliorer l'apprentissage fondamental dans le but d'éradiquer la pauvreté éducative d'ici 2035.

Questions de réflexion :

- Comment les pays africains peuvent-ils exploiter plus efficacement les données d'évaluation de l'apprentissage fondamental afin d'apporter des améliorations significatives, en particulier à mesure que le soutien des bailleurs de fonds à l'ation des systèmes d'évaluation diminue ? Quels modèles innovants de financement et de mise en œuvre peuvent garantir une prise de décision durable et fondée sur des données ?
- En s'inspirant d'exemples réussis comme la Zambie, la Gambie et l'Ouganda, quels sont les facteurs clés de succès pour passer de la mise en œuvre pilote à la mise en œuvre nationale d'interventions en matière d'apprentissage fondamental fondées sur des données probantes ?
- Comment renforcer des initiatives telles que l'AFLAI, le FLIGHT et les plateformes continentales de partage des données probantes afin d'accélérer l'apprentissage entre pairs et la résolution collaborative des problèmes ?
- Au-delà de l'engagement politique initial, quelles structures institutionnelles, quels mécanismes de financement et quels systèmes de responsabilisation sont nécessaires pour garantir que les améliorations de l'apprentissage fondamental

soient maintenues malgré les transitions politiques et les fluctuations économiques ?

- Comment les pays peuvent-ils mettre en place des systèmes éducatifs résilients qui continuent à mettre l'accent sur les résultats de l'apprentissage fondamental au fil du temps ?

Format des sessions :

Session de plaidoyer : Déployer à grande échelle ce qui fonctionne – Échange Sud-Sud

Partie 1. Progrès partagés, objectif commun : apprentissage Sud-Sud pour accélérer l'apprentissage fondamental (60 min)

Scénario :

Les ministres africains de l'Éducation ont placé l'apprentissage fondamental au cœur du programme de développement du continent, s'engageant, par le biais de la Déclaration de Kigali FLEX et de la Déclaration de Nouakchott, à mettre fin à la pauvreté éducative d'ici 2035 et à réaliser la Décennie de l'éducation de l'UA. De nombreux pays affichent déjà des progrès réels grâce à des réformes ciblées, un leadership fort et une meilleure responsabilisation. Dans les pays du Sud, des pays comme l'Inde et le Brésil ont montré comment des approches fondées sur des données probantes, un engagement politique et des partenariats intersectoriels peuvent produire des résultats scolaires mesurables dans les premières années du primaire, où les compétences fondamentales sont les plus cruciales.

Cet événement en marge jette un pont entre la **Coalition ministérielle africaine pour l'apprentissage fondamental** et la **Coalition mondiale pour l'apprentissage fondamental**. Il présentera des expériences de réforme Sud-Sud couronnées de succès et explorera comment les coalitions mondiales peuvent mieux soutenir les efforts africains menés par les pays. La session mettra en avant les progrès réalisés par des pays hors d'Afrique, établira des parallèles avec les initiatives africaines en cours et offrira aux ministres une plateforme pour réfléchir à la manière dont ces enseignements peuvent accélérer leurs propres campagnes pour mettre fin à la pauvreté éducative. Elle fournira également des informations pratiques sur la manière dont le leadership politique et les mécanismes techniques de mise en œuvre peuvent fonctionner ensemble pour obtenir de réels résultats en matière d'apprentissage dans les salles de classe, en allant au-delà des engagements pour se concentrer sur les aspects pratiques de la mise en œuvre.

En fin de compte, elle vise à approfondir l'apprentissage mutuel entre les partenaires techniques et les responsables politiques, à renforcer l'alignement entre les coalitions continentales et mondiales, et à susciter des engagements en faveur d'un échange structuré entre pairs et d'une responsabilité conjointe.

Objectif général : Renforcer l'apprentissage et la collaboration Sud-Sud entre la Coalition ministérielle africaine pour l'apprentissage fondamental et la Coalition mondiale pour l'apprentissage fondamental afin d'accélérer les progrès continentaux et nationaux vers l'élimination de la pauvreté éducative d'ici 2035, plusieurs pays visant même des objectifs intermédiaires plus précoces.

Objectifs spécifiques :

- Présenter les expériences et les enseignements tirés dans l'ensemble du Sud — en Afrique et au-delà — en matière d'amélioration des résultats de l'apprentissage fondamental.
- Identifier les facteurs communs de progrès tels que le leadership politique, les compétences techniques locales, le soutien aux enseignants, l'utilisation des données, l'alignement des partenaires et une forte concentration sur la salle de classe.

- Renforcer la cohérence entre les coalitions continentales et mondiales autour de priorités communes et d'une responsabilité mutuelle.
- Encourager de nouvelles opportunités d'apprentissage entre pairs et d'échanges entre les responsables africains et mondiaux de l'éducation.

Résultats attendus :

- Renforcement de l'alignement entre la Coalition ministérielle africaine pour l'apprentissage fondamental et la Coalition mondiale pour l'apprentissage fondamental afin de mener une action coordonnée visant à mettre fin à la pauvreté éducative d'ici 2035.
- Meilleure compréhension des enseignements pratiques tirés à l'intérieur et à l'extérieur du continent africain sur la mise à l'échelle des réformes de l'apprentissage fondamental.
- Renouvellement de l'engagement ministériel en faveur de l'apprentissage entre pairs et de la collaboration Sud-Sud afin d'accélérer les efforts de réforme nationaux.

Résultats attendus :

- Note de synthèse succincte présentant les principales conclusions et recommandations pour un suivi conjoint par l'ADEA, la HCA et la Coalition mondiale.
- Manifestations d'intérêt des ministères participants pour de futurs échanges techniques ou ministériels.

Modératrice : Dr Pia Rebello Britto, directrice mondiale pour l'éducation et le développement des adolescents, UNICEF

Rapporteurs :

- **Prof. Hellen Inyega**, professeure d'enseignement des langues et de l'alphabétisation, Université de Nairobi
- **Dr Mary Sichangi**, coordinatrice (PQIP-EMS) et directrice (CEMASTEAM)

Réflexion liminaire : Judith Herbertson, directrice, Éducation, genre et égalité, FCDO

Table ronde – Facteurs communs de progrès :

1. **S.E. Douglas Syakalima**, ministre de l'Éducation, Zambie
2. **S.E. Dr Makgabo Reginah Mhaule**, vice-ministre de l'Éducation de base, Afrique du Sud
3. **Dr Benjamin Piper**, responsable, Éducation mondiale, Fondation Gates
4. **Dr Obiageli Ezekwesili**, fondatrice et directrice générale, HCA
5. **Albert Nsengiyumva**, secrétaire exécutif, ADEA
6. **Saurabh Chopra**, responsable des partenariats et des initiatives stratégiques, Central Square Foundation (CSF)

Partie 2. Renforcer la compréhension et l'engagement communautaires et politiques en faveur de l'apprentissage fondamental (session de plaidoyer) (60 min)

Scénario :

L'apprentissage fondamental est le socle de tout apprentissage. Il est essentiel d'acquérir les compétences nécessaires pour savoir lire, écrire et compter à la fin de l'école primaire afin de garantir que les enfants puissent réaliser leur potentiel. Sans ces bases, les enfants sont plus susceptibles d'abandonner l'école, moins enclins à

poursuivre des études secondaires et supérieures, et les données montrent qu'ils gagneront moins tout au long de leur vie. Cela a des conséquences catastrophiques pour le potentiel individuel, ainsi que pour le développement d'une nation et la croissance du capital humain.

Alors que les gouvernements d'Afrique subsaharienne accordent de plus en plus la priorité à l'apprentissage fondamental et commencent à mettre en place des interventions fondées sur des données probantes visant à améliorer les résultats scolaires, l'ampleur et l'importance des faibles niveaux d'apprentissage ne sont pas suffisamment comprises. Une enquête récente a révélé que 80 % des responsables gouvernementaux surestiment le niveau d'alphabétisation dans leur pays tout en sous-estimant l'impact néfaste d'un faible niveau d'alphabétisation sur le développement national.

Pour relever le défi que représente le faible niveau d'apprentissage persistant dans les premières années, il est nécessaire que l'ensemble de la communauté comprenne le problème et apporte un soutien important aux politiques et aux mesures qui visent à y remédier. Sans un soutien plus large de la société, l'engagement ferme du gouvernement ne suffira pas, tant dans l'immédiat qu'à plus long terme pour maintenir cet engagement.

L'amélioration des résultats scolaires nécessite les efforts des éducateurs, des prestataires, des fournisseurs de ressources éducatives, des familles et des administrateurs. S'ils ne sont pas conscients de l'ampleur des pertes et de leurs conséquences, et s'ils ne partagent pas l'engagement à rattraper ces pertes et à accélérer les progrès, les systèmes éducatifs risquent de simplement revenir à leurs habitudes, avec des conséquences négatives à long terme pour les élèves d'aujourd'hui.

D'autres groupes sociaux clés, tels que le monde des affaires et les organisations de la société civile, doivent également faire partie des coalitions nationales afin de créer une dynamique autour de l'amélioration de l'apprentissage fondamental, de soutenir cette question au sein de la communauté et de jouer un rôle dans l'encouragement du gouvernement à donner la priorité à l'éducation.

Cette session présentera des exemples d'initiatives visant à développer et à mobiliser le soutien de multiples parties prenantes en faveur de l'apprentissage fondamental dans différents pays d'Afrique. Elle vise à encourager la création et le renforcement de collaborations qui cherchent à améliorer les résultats d'apprentissage.

D'autres interventions sur le thème de l'apprentissage fondamental lors de la Triennale abordent la science de l'enseignement et les données et preuves récentes, tandis que ce sous-thème vise à accroître le soutien et la compréhension d'un engagement sociétal plus large en faveur de l'apprentissage afin de garantir des progrès.

Objectifs de la session :

- Présenter les actions et initiatives multipartites qui encouragent le soutien politique et communautaire à l'apprentissage fondamental.
- Renforcer le soutien et la compréhension des collaborations multipartites visant à améliorer les résultats d'apprentissage.
- Mettre en évidence certains des défis et des moyens pratiques d'agir au niveau politique et communautaire afin de garantir que les parties prenantes comprennent l'ampleur et l'importance de l'amélioration des résultats de l'apprentissage fondamental.

Format de la session :

Modérateur : Joseph Nhan-O'Reilly, directeur exécutif, Réseau parlementaire international pour l'éducation

Rapporteurs :

- **Fayudatu Yakubu**, directrice nationale, Lively Minds
- **Jack Thunde**, chercheur associé, AFLEARN, Université du Cap

Intervenants :

1. **S.E. Harry Kamboni, député**, président de la commission parlementaire sur l'éducation, la science et la technologie à l'Assemblée nationale de Zambie
2. **Awa Ka**, directrice des programmes, Associés en recherche et développement (ARED), Sénégal
3. **Dr Lydia Wangui Chege**, responsable des coalitions FLN, Fondation Zizi Afrique, Kenya
4. **Zeinabou Tina Idé**, responsable des militants africains, ONE Campaign
5. **Dr Emmanuel Manyasa**, directeur exécutif, Usawa Agenda

Questions-réponses et conclusion (20 min)

14h30 – 16h30

Omanyen III

Événement en marge 3 : **Transformer l'enseignement secondaire et garantir un financement durable et les meilleures pratiques pour le TVSD grâce à des partenariats innovants – Qu'est-ce qui fonctionne ? – 1** (120 min)

Contexte :

Ce sous-thème explorera comment des approches innovantes peuvent transformer le paysage de l'EFTP/EFTS en Afrique, en lien étroit avec un système d'enseignement secondaire transformé. Il mettra également en évidence les pratiques efficaces, identifiera les bonnes pratiques en évolution et discutera de la transformation et de l'avenir de l'enseignement secondaire en tant que moteur de la croissance inclusive, du travail décent et du développement socio-économique en Afrique. Il se concentrera sur deux sous-composantes des systèmes de développement des ressources humaines qui jouent un rôle crucial dans la préparation des jeunes à des marchés du travail en rapide mutation et en constante évolution technologique : les transformations potentielles des systèmes d'enseignement secondaire et d'EFTP, et la refonte des systèmes de financement du développement des compétences techniques et professionnelles (TVSD) dans un contexte de ressources limitées.

Les discussions s'articuleront autour des axes suivants :

- La professionnalisation des parcours d'éducation et de formation des jeunes comme moyen d'assurer une meilleure transition des jeunes vers le monde du travail : quelles sont les implications politiques, les approches et les relations entre l'EFTP/EFTPD et l'enseignement secondaire ?
- Parcours alternatifs à l'enseignement secondaire et au monde du travail
- Financement durable, gouvernance et partenariats innovants.
- Renforcement de la transformation des systèmes d'enseignement secondaire, de l'EFTP et des parcours alternatifs pour une meilleure transition vers le marché du travail.
- Succès et aspects évolutifs enregistrés grâce à des initiatives phares dans certains pays africains

Clarification conceptuelle :

La qualification des jeunes et leur préparation au monde du travail s'effectuent à travers divers systèmes d'apprentissage fondés sur différents paradigmes, adoptant des approches multiples et des voies différentes. À l'échelle mondiale, plusieurs terminologies sont souvent utilisées pour décrire ces systèmes. Depuis 2001, l'UNESCO a adopté le terme « enseignement et formation techniques et professionnels » (EFTP) pour remplacer le terme « enseignement technique et professionnel » (ETP)

encore utilisé dans certains pays comme équivalent de l'EFTP. L'Union européenne fait référence à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP), tandis que l'ADEA et certains autres utilisent le terme « développement des compétences techniques et professionnelles » (DCTP). D'autres termes sont fréquemment utilisés, tels que le développement de la main-d'œuvre, les programmes d'apprentissage, la formation professionnelle ou simplement l'enseignement professionnel ou technique. L'EFTP est un terme général qui désigne les aspects du processus éducatif qui impliquent, en tant que partie intégrante de l'enseignement général, l'étude des technologies et des sciences connexes, ainsi que l'acquisition de compétences pratiques, d'attitudes, de compréhension et de connaissances des professions dans divers secteurs de la vie économique et sociale. L'EFTP, qui s'inscrit dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, peut être dispensé aux niveaux secondaire, postsecondaire et tertiaire et comprend l'apprentissage en milieu professionnel, la formation continue et le développement professionnel pouvant déboucher sur des qualifications et des compétences utiles dans le monde du travail.

Questions et points de réflexion :

- Face à l'écart important entre l'offre des systèmes d'éducation et de formation professionnelle et le marché du travail, et au faible niveau constant d'accès des jeunes aux filières professionnelles, le nombre limité d'établissements secondaires proposant des matières professionnelles ainsi que le nombre d'établissements de formation professionnelle constituent un obstacle majeur en Afrique. À cela s'ajoute le problème de la rareté des ressources financières allouées au développement des filières professionnelles (dans les établissements secondaires tels que l'EFTP et par le biais de filières alternatives).
- Faut-il donc identifier des politiques efficaces pour assurer le développement des infrastructures d'enseignement et de formation professionnels, des bonnes pratiques pour mobiliser des ressources financières adéquates, et promouvoir des partenariats pour optimiser les investissements et ouvrir la voie à des programmes et projets de coopération au développement en faveur du développement des compétences ?
- Le problème du manque d'enseignants qualifiés dans les matières professionnelles et l'absence de systèmes et de programmes structurés pour améliorer leurs qualifications appellent une réflexion plus approfondie et un échange de bonnes pratiques entre les pays africains afin de trouver des réponses et d'adopter des politiques en faveur du renforcement de la qualité de l'enseignement secondaire professionnel grâce à la qualité des programmes, aux compétences des enseignants et à la bonne gouvernance des systèmes de formation.
- À ce stade de la réflexion, faut-il s'interroger sur la pertinence des différentes approches utilisées dans le développement de la professionnalisation des programmes d'enseignement secondaire et identifier les bonnes pratiques qui favorisent à la fois un lien et une complémentarité entre l'enseignement secondaire et l'EFTP et une préparation à une transition réussie des jeunes vers le marché du travail ?

Financement durable et partenariats innovants :

Le financement public ou gouvernemental de l'enseignement professionnel est beaucoup plus faible que celui de l'enseignement secondaire. Cela reflète une offre limitée d'ETPDS et un faible taux d'inscription des jeunes dans les programmes d'ETPDS par rapport au nombre de jeunes inscrits dans l'enseignement secondaire, ce qui se traduit par une pyramide des qualifications favorisant une population plus éduquée que professionnalisée. Alors que le financement de l'enseignement secondaire provient en grande partie du budget national de l'éducation, l'EFTP est financé par de multiples sources, notamment le secteur privé, qui peut également

soutenir les stages en entreprise et les stages professionnels, ainsi que l'amélioration des compétences pratiques des enseignants. La détérioration de la situation économique dans de nombreux pays africains et le retrait de l'aide de certaines grandes organisations internationales d'aide humanitaire nécessitent un changement de paradigme dans la recherche de sources de financement durables.

Partie 1. L'enseignement secondaire comme principale plateforme de travail : des voies pour la jeunesse africaine (Fondation Mastercard, pays pilote : Sierra Leone)

Modératrice : Elizabeth Nyarko-Patterson, fondatrice et PDG, Girls Education Initiative of Ghana (GEIG)

Rapporteuse : Dr Clara Araba Mills, IEPA, Université de Cape Coast, Ghana

Discours d'ouverture : James McIntyre, directeur, Enseignement secondaire et TVSD, Mastercard Foundation

Intervenants :

1. **Kimberley Kerr**, directrice, stratégie et planification - Éducation et transition, Mastercard Foundation
2. **Edward Kpakra**, directeur de l'éducation, ministère de l'Éducation de base et supérieure, Sierra Leone
3. **Robin Todd**, directeur exécutif, T-TEL
4. **Dr Pia Rebello Britto**, directrice mondiale pour l'éducation et le développement des adolescents, UNICEF

Questions-réponses et conclusion : (10 min)

Partie 2. Leçons tirées du projet McGill-Mastercard Foundation Transitions, avec un accent particulier sur les partenariats innovants pour l'éducation télévisuelle, l'entrepreneuriat et la création d'emplois (McGill-MCF)

Modérateur : Dr Bright Abreh, professeur associé et responsable des subventions et du conseil, IEPA, Université de Cape Coast, Ghana

Rapporteuse : Dr Clara Araba Mills, IEPA, Université de Cape Coast, Ghana

Conférencier principal : Dr Nii Addy, directeur associé (Africa Outreach) Université McGill, Canada

Questions-réponses avec le public : (5 min)

Mot de clôture : Prof. Carola Weil, doyenne des études continues, Université McGill, Canada

14h30 – 16h30

Omanyé IV

Événement en marge 4 : Repositionner l'enseignement supérieur et la recherche scientifique grâce à un financement durable, à la pertinence de la recherche et à la mobilité des compétences, en accord avec la ZLECA – 1 (120 min)

Partie 1. Transformation axée sur les données : gouvernance fondée sur des preuves et innovation numérique (60 min)

Ce panel constituera une étape clé dans la mise en place d'un écosystème de données africain fiable et interconnecté, essentiel à une gouvernance moderne, à une planification efficace et à l'innovation scientifique. En plaçant les données au cœur des politiques publiques, l'Afrique sera en mesure de s'appuyer sur des preuves tangibles pour relever les défis de la transformation numérique et du développement durable de son enseignement supérieur et de sa recherche.

Contexte :

La conception, la gestion et l'évaluation des politiques et des systèmes s'appuient désormais principalement sur l'exploitation des données comme outil d'aide à la décision. Les pays adoptent des stratégies nationales en matière de données et des systèmes de protection des données. Les sous-secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique réclament également une formulation, un suivi et une évaluation des politiques publiques fondés sur des données probantes.

La transformation numérique et l'essor des technologies de l'information offrent aujourd'hui des opportunités sans précédent pour améliorer la gouvernance et la performance des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche en Afrique. Cependant, la plupart des pays du continent continuent de faire face à des défis structurels majeurs en matière de collecte, de gestion et d'utilisation des données.

La question des données a des implications pour la gouvernabilité et la comparabilité des universités, leurs performances, leur efficacité interne (en termes d'objectifs éducatifs) et externe (objectifs quantitatifs et qualitatifs pour les communautés et les pays), ainsi que leur efficacité technique/économique (technologies et ressources disponibles). Les systèmes actuels de collecte de données restent souvent rudimentaires et peu interopérables, ce qui rend difficile l'obtention de statistiques fiables, actualisées et comparables.

Ces défis au niveau national se reflètent et s'aggravent dans la qualité des statistiques fournies aux/par les organisations chargées des questions d'éducation et de formation au niveau international (UNESCO, UNICEF, OIT, Banque mondiale, etc.). Dans de nombreux pays africains, le besoin de transparence et de comparabilité avec des rapports statistiques de haute qualité semble contraster avec la sensibilité de ce secteur, caractérisé par des investissements insuffisants et des menaces récurrentes de grèves.

L'absence de gouvernance structurée des données constitue donc un obstacle majeur à la planification stratégique, à la coordination régionale et à l'efficacité des investissements dans l'enseignement supérieur et la recherche. Au vu de ces constatations, il est urgent de promouvoir une approche intégrée et harmonisée de la gestion des données, fondée sur des normes communes, des méthodologies partagées et des outils numériques modernes.

Objectifs généraux :

Promouvoir une gouvernance fondée sur des données probantes grâce à la transformation numérique et à l'amélioration des systèmes de collecte, de gestion et d'utilisation des données dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en Afrique.

- Définir des méthodologies standardisées pour centraliser, structurer et garantir la fiabilité des informations sur les établissements d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation.
- Définir et mettre en œuvre des politiques de renforcement des capacités visant à former les parties prenantes (statisticiens, planificateurs, gestionnaires institutionnels) à la collecte, à la gestion et à l'analyse de données fiables.
- Encourager la création et le partage de plateformes numériques durables, intégrant des indicateurs harmonisés conformes aux normes internationales, afin d'assurer la pérennité et l'interopérabilité des systèmes d'information sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Objectifs spécifiques :

Compte tenu des différences constatées entre les pays africains, cette session permettra :

- Plaider en faveur d'un système intégré de gestion des données fournissant une vue d'ensemble des indicateurs clés pour la prise de décision, le suivi et l'évaluation des performances des systèmes nationaux et régionaux.
- Examiner la perspective nationale à partir du cas du Sénégal (situation, défis et perspectives).
- passera en revue les initiatives de l'ADEA et de l'OBREAL visant à renforcer les systèmes nationaux de données et les capacités des responsables des données dans l'enseignement supérieur.
- Discuter de l'utilisation des données pour stimuler la recherche scientifique
- Décrire le fonctionnement des classements universitaires, en tenant particulièrement compte des caractéristiques spécifiques des universités africaines.

Méthodologie :

Le panel prendra la forme d'une série de présentations par des experts en gouvernance des données, des représentants d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que des partenaires techniques et financiers impliqués dans des initiatives liées aux données dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Format de la session :

Modératrice : Sia Fasuluku, directeur adjoint par intérim chargé de l'enseignement technique et supérieur, ministère de l'Enseignement technique et supérieur (MTHE), Sierra Leone

Rapporteur : Abdoulaye Sall, chef de projet, PQIP-ESRS

Intervenants :

1. **Mamadou Diop**, coordinateur de l'unité Étude, planification, suivi et évaluation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sénégal
2. **Daniel Mwanga**, Data scientist et chercheur senior, Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC) : De la connaissance aux solutions – renforcer la recherche universitaire pour le développement en Afrique : le cas du Kenya, de l'Ouganda et du Nigeria
3. **Karime Tahiho**, analyste de données, Initiative Tackling Education and Skills Data Challenge (ESDC), ADEA
4. **Kibrome Haile**, chef de projet OBREAL Afrique, Éthiopie

2. L'excellence africaine en action : innovations scientifiques et en matière de recherche et partenariats stratégiques (60 min)

Contexte :

L'Afrique connaît une croissance démographique rapide : sa population, estimée à plus de 1,4 milliard d'habitants en 2024, devrait doubler d'ici 2050. Cette dynamique démographique, combinée à des défis persistants en matière de développement (pauvreté, insécurité alimentaire, chômage des jeunes, vulnérabilité au changement climatique et déficits technologiques), nécessite une transformation profonde des systèmes éducatifs, scientifiques et technologiques du continent.

La recherche et l'innovation sont des leviers essentiels pour accompagner cette transformation et soutenir un développement durable, inclusif et autonome. Cependant, malgré des progrès notables, le système de recherche africain continue de se heurter à plusieurs contraintes :

-
- Faible financement national de la R&D (moins de 0,5 % du PIB en moyenne, contre 2,2 % dans les pays de l'OCDE).
 - Infrastructures scientifiques et technologiques inadéquates.
 - La fuite des cerveaux et la question de la relève scientifique.
 - Faiblesse des liens entre la recherche, l'innovation et le développement industriel ou social.

Pour répondre à ces défis, plusieurs initiatives continentales et régionales ont été mises en place afin de redynamiser la recherche africaine :

- La Stratégie de l'Union africaine pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024), qui vise à placer la science au cœur des stratégies de développement.
- Les Centres d'excellence africains (ACE) soutenus par la Banque mondiale et la BAD, qui renforcent la recherche appliquée et la formation doctorale dans des domaines prioritaires (santé, agriculture, énergie, technologies numériques, environnement).
- Les programmes de mobilité universitaire intra-africaine (Intra-Africa Mobility, PASET-RSIF, etc.).
- Les partenariats stratégiques Sud-Sud et Nord-Sud, tels que ceux entre l'Afrique et l'Union européenne, la Chine, les États-Unis et les pays du Golfe, qui favorisent la coproduction scientifique, le transfert de technologies et le développement d'écosystèmes d'innovation.

Dans ce contexte, l'excellence africaine en matière de recherche, bien qu'encore émergente, se manifeste par des innovations remarquables, des réformes institutionnelles ambitieuses et des partenariats stratégiques qui sont moteurs de changement.

Objectif général : Renforcer les partenariats et les capacités institutionnelles dans le domaine de la recherche scientifique afin de promouvoir les résultats et de stimuler l'innovation.

Objectifs spécifiques :

La session vise à mettre en évidence les progrès et la dynamique de transformation de la recherche africaine à travers les innovations, les partenariats et les pratiques institutionnelles d'excellence. Plus précisément, elle permettra :

- Identifier les leviers permettant de faire de la recherche et de l'innovation les moteurs du développement socio-économique.
- Examiner les choix politiques et stratégiques nationaux, ainsi que les initiatives de coopération en matière de recherche et d'innovation.
- Mettre en évidence les moyens de soutenir les universités et les centres de recherche grâce à une gouvernance durable de la recherche et à des mécanismes de financement.
- Mettre en valeur et capitaliser sur les innovations et les réussites africaines afin de promouvoir leur diffusion à travers le continent.
- Promouvoir des initiatives exemplaires de mise en commun des ressources dans le domaine de la recherche et de l'innovation.
- Explorer les avancées dans les domaines de l'intelligence artificielle appliquée à l'éducation et à l'intégration professionnelle des jeunes.

Résultats attendus :

- Un rapport de session détaillant les discussions, les engagements et les recommandations issus du panel.
- Une feuille de route définissant les actions prioritaires pour une politique africaine de recherche et d'innovation axée sur les questions de développement.
- La création ou le renforcement de réseaux de chercheurs et d'institutions partenaires.
- La promotion du partage des ressources et du financement durable de la R&D et la mise en œuvre d'initiatives conjointes à l'échelle continentale.

Format de la session :

Le panel prendra la forme de présentations suivies de discussions interactives axées sur :

- La gouvernance et la politique scientifiques.
- Le financement et la durabilité des écosystèmes de recherche.
- Innovation technologique et numérique.
- Les partenariats stratégiques et la coopération internationale dans le domaine de la recherche.

Modératrice : Dr Pauline Essah, directrice générale, Education Sub Saharan Africa (ESSA), Ghana

Rapporteur : Dr Ababacar Dieng, coordinateur PQIP-ESRS

Intervenants :

1. **Prof. Malek Kochlef**, directeur général de la coopération internationale, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tunisie
2. **Prof. Olufunke Fayehun**, personne de référence du Consortium pour la formation à la recherche avancée en Afrique (CARTA) ; Université d'Ibadan, Nigeria
3. **Abdou Lahate Cissé**, coordinateur administratif et technique de l'ANAQ-Sup, Sénégal
4. **Dr Florah Karimi**, responsable de la recherche et du renforcement des capacités connexes / responsable de programme, APHRC
5. **Wilfred Edem Dennis**, chercheur principal, Science Granting Council Initiative SGCI, coordinateur ghanéen, ministère de l'Enseignement supérieur, Ghana
6. **Prof. Rada Tirvassen** (en ligne), coordinatrice de l'incubateur d'IA pour la jeunesse africaine, Maurice

Événements consultatifs triennaux – 2 : deuxième série de réunions privées parallèles et de réunions de consultation avec les partenaires/pays

16h30 – 18h30

Omanyee I

Événement en marge 5 : Améliorer l'apprentissage fondamental – Progrès et défis depuis FLEX 2024 – 2 (120 min)

Partie 1. Déployer à grande échelle ce qui fonctionne : les gouvernements s'expriment sur leurs expériences en matière de preuves et d'actions pour l'apprentissage fondamental (60 min)

Contexte :

Les expériences des pays en matière de mise à l'échelle et de pérennisation des programmes d'apprentissage fondamental sont diverses. Les défis rencontrés dans les

différents contextes de mise en œuvre sont variés et nécessitent des solutions sur mesure. Néanmoins, certaines caractéristiques des programmes couronnés de succès restent similaires, comme le montrent de plus en plus de données probantes. Une pédagogie soigneusement structurée, un soutien ciblé et durable aux enseignants et aux cadres intermédiaires des systèmes éducatifs, un enseignement adapté aux besoins évolutifs des élèves et l'engagement des parents et des communautés pour soutenir les efforts visant à renforcer les compétences fondamentales se sont tous avérés corrélés et ont conduit à une amélioration des résultats scolaires des élèves.

Cette session présente des exemples de programmes d'apprentissage fondamentaux qui ont été mis en œuvre avec succès dans divers contextes et offre des enseignements à ceux qui cherchent à consolider et à développer ces investissements essentiels.

Objectifs de la session :

- Fournir des exemples de programmes de compétences fondamentales qui ont été mis en œuvre avec succès à grande échelle
- Examiner les facteurs clés de réussite et leur applicabilité à d'autres contextes
- Identifier les enseignements tirés et les prochaines étapes clés pour la poursuite et l'expansion réussies des programmes dans les pays mentionnés et ailleurs sur le continent.

Résultats/produits attendus :

- Sensibilisation accrue : meilleure compréhension des conditions nécessaires à la réussite de la mise à l'échelle des initiatives d'apprentissage fondamental.
- Apprentissage entre pairs et connexions de qualité : échange de connaissances pouvant faciliter des partenariats potentiels et renforcer les relations existantes entre les décideurs politiques, les bailleurs de fonds, les chercheurs et les responsables de la mise en œuvre, qui peuvent se soutenir mutuellement dans la promotion d'interventions éprouvées.
- Note synthétique sur les principaux enseignements à tirer de la mise à l'échelle de l'apprentissage fondamental, co-rédigée par les animateurs de la session, sur la base du rapport de la session et des données existantes sur chaque cas
- Ressources de connaissances : diffusion, pendant et après la session, des principales données probantes et recommandations concernant les interventions mises en avant lors du panel.

Format de la session :

Modérateur et présentation introductive : Dr Sam Awuku, responsable de l'engagement pays, Learning Generation Initiative, Education Development Centre (EDC), et consultant en éducation et développement (5 min)

Rapporteurs :

- **Maimbolwa Namuchana**, conseillère stratégique en éducation, VVOB
- **Dr Chifundo Kanjala**, chargé de recherche principal, AFLEARN, Université du Cap

Table ronde : Approches efficaces, voies de mise à l'échelle et enseignements tirés (30 min)

Modérateur : Titus Syengo, directeur, TaRL Africa

Participants :

1. **Dr Langson Chibuye**, directeur adjoint, Éducation primaire, ministère de l'Éducation, Zambie

2. **Dr Annet Kajura Mugisha**, commissaire, Formation et développement des enseignants, ministère de l'Éducation et des Sports, Ouganda
3. **Issoufi Arbert Toure**, directeur national de l'éducation de base, ministère de l'Éducation, Mali
4. **Martha Odundo**, directrice de l'éducation de base, ministère de l'Éducation, Kenya

Questions-réponses (15 min)

Conclusion : Primrose Adjepong, responsable de l'éducation, J-PAL Afrique

Partie 2. Préparer les enfants à l'école (60 min)

Contexte : L'éducation de la petite enfance (EPE) est le fondement d'un apprentissage solide. Cette session explore le pouvoir de l'EPE dans la mise en place de bases solides pour l'apprentissage tout au long de la vie en Afrique. Elle démontrera pourquoi il est essentiel d'investir dans un apprentissage précoce de qualité pour préparer les enfants à l'école et à leur réussite future, en s'appuyant sur des exemples de programmes efficaces au Ghana, en Zambie et ailleurs. La discussion mettra également en évidence les mesures concrètes que les gouvernements et les partenaires doivent prendre pour donner la priorité aux systèmes d'apprentissage précoce, les financer et les renforcer. À l'approche de l'échéance de 2030 pour l'ODD 4.2, cette session est un appel à l'action pour garantir que chaque enfant en Afrique entre à l'école primaire prêt à apprendre, à s'épanouir et à réaliser son potentiel.

Objectifs de la session :

- Mettre en avant le programme d'éducation de la petite enfance dans les discussions sur l'apprentissage fondamental en soulignant le lien essentiel entre un apprentissage précoce de qualité, la préparation à l'école et l'amélioration des résultats d'apprentissage fondamentaux.
- Soutenir le partage, sous l'égide des pays, de solutions EPE fondées sur des données probantes – ONG mettant en œuvre des programmes à grande échelle en collaboration avec les gouvernements.
- Appel à l'action : plaider en faveur de la priorité et du financement adéquat de l'EPE

Résultats attendus :

- Meilleure compréhension du lien essentiel entre une éducation de la petite enfance de qualité et les résultats d'apprentissage fondamentaux.
- Partage d'expériences pratiques et de solutions fondées sur des données probantes dans le contexte africain
- Renforcement de l'engagement à donner la priorité à l'EPE dans les politiques et les budgets nationaux en matière d'éducation
- Identification d'approches évolutives pour l'apprentissage par le jeu, la mobilisation des parents et les programmes de préparation à l'école
- Création d'un réseau entre les praticiens de l'EPE et les décideurs politiques à travers l'Afrique

Commencer tôt : pourquoi le développement de la petite enfance est essentiel à l'apprentissage fondamental

Rapporteurs :

- **Dr Linda Zuze**, chercheuse principale, AFLEARN, Université du Cap
- **Prof. Cally Ardington**, directrice de DataFirst, Université du Cap (AFLEARN)

Activité interactive : responsables de la mise en œuvre de l'EPE (5 min)

Plénière :

1. **Moses Abiero**, Réseau africain pour la petite enfance (AfECN) : Situation actuelle et importance cruciale de l'EPE en Afrique (10 min)
2. Une EPE de qualité a un impact avéré – présentation dans le pays (35 min) :
 - a. **Ghana** : **Robert Quansah**, Sabre Education ; **Kwabena Gao**, Right To Play ; **Fayudatu Yakubu**, Lively Minds
 - b. **Zambie** : **Martha Konje**, Fondation Roger Federer ; **Cleopatra Muma**, Zambia Open Community Schools
3. **Appel à l'action** : l'EPPE doit être une priorité et bénéficier d'un financement adéquat (8 min) :
 - a. **M. Douglas Syakalima**, ministre de l'Éducation, Zambie
 - b. **M. Clement Abass Apaak**, vice-ministre de l'Éducation, Ghana

16h30 – 18h30

Omanyen II

Événement en marge 6 : Des politiques aux systèmes et processus – L'importance des données sur la qualité de l'éducation et des compétences pour suivre les résultats d'apprentissage à grande échelle et durables – 1 (120 min)

Des données à la responsabilisation – mettre en place des systèmes éducatifs fondés sur des données probantes

Contexte

Partout en Afrique, les gouvernements ont progressé dans la définition de programmes éducatifs ambitieux, dont beaucoup sont fermement ancrés dans des engagements mondiaux et continentaux tels que l'ODD 4, la CESA et l'Agenda 2063. Ces politiques reflètent une vision forte de l'apprentissage et de la formation professionnelle, et elles énoncent des priorités claires pour faire progresser les systèmes éducatifs. Cependant, le défi central reste de savoir comment transformer ces visions en améliorations concrètes dans les salles de classe, les écoles et les communautés. Trop souvent, les stratégies nationales restent lettre morte, sans être pleinement intégrées dans les systèmes et les processus qui garantissent leur ampleur, leur durabilité et leur impact. Ce sous-thème explore le passage crucial des cadres politiques aux systèmes opérationnels et aux pratiques institutionnelles.

Les données et les preuves sont au cœur de cette transition : elles permettent aux gouvernements et aux partenaires de suivre les progrès, d'identifier les lacunes et de renforcer la réactivité de l'offre éducative. En renforçant les capacités institutionnelles, en mettant en place des systèmes de données résilients et en favorisant la responsabilisation à tous les niveaux, les pays peuvent aller au-delà des engagements et opérer des changements mesurables et durables dans l'apprentissage fondamental et le développement des compétences.

Les discussions porteront sur les six domaines clés suivants, dans le but de répondre à une question cruciale : comment les systèmes éducatifs africains peuvent-ils garantir que des politiques ambitieuses se traduisent par une amélioration des résultats scolaires et des compétences de millions de jeunes ?

- **Intégrer les données dans la prise de décision et le suivi** : des données fiables et exploitables sont essentielles pour traduire les politiques en résultats. Les mesures clés pour y parvenir comprennent l'élaboration de cadres de suivi et d'évaluation systématiques alignés sur les plans nationaux du secteur de l'éducation, l'investissement dans des tableaux de bord et des outils d'analyse qui fournissent des informations en temps réel du niveau national au niveau scolaire, la mise en place de boucles de rétroaction où les données éclairent la conception des programmes, la formation des enseignants et la distribution des

ressources, et l'intégration de données désagrégées et à haute fréquence dans la planification et la gestion, permettant des interventions adaptatives et ciblées.

- **Décentralisation de la propriété et de la responsabilité** : au-delà de l'élaboration centralisée des politiques, la mise en œuvre doit être prise en charge et assumée localement. Cela implique de donner aux bureaux locaux de l'éducation, aux chefs d'établissement et aux communautés les moyens d'accéder à des données localisées et l'autonomie nécessaire pour agir en conséquence. D'autres pratiques consistent à lier le financement et les incitations à des indicateurs de performance tels que la progression de l'apprentissage, le développement des compétences et l'amélioration des écoles, et à encourager les mécanismes de responsabilité ascendants, où la transparence des données favorise la surveillance et la participation des citoyens. La décentralisation renforce l'action locale et garantit que les réformes répondent aux besoins contextuels.
- **Institutionnaliser le développement professionnel continu (DPC)** : la formation et l'apprentissage ne peuvent rester sporadiques ou liés à des projets ponctuels. Ils doivent être systémiques et durables. Les meilleures pratiques comprennent l'intégration de micro-certifications obligatoires, de formations en cours d'emploi et de DPC pour les enseignants dans les politiques nationales. Il est également important de soutenir les réseaux d'apprentissage entre pairs et les plateformes numériques de DPC qui rendent le développement continu évolutif. Le recours à des partenariats public-privé, en particulier avec des fournisseurs de technologies éducatives, contribue également à fournir une formation des enseignants et des outils numériques adaptés au contexte. L'institutionnalisation du DPC garantit que le renforcement des capacités des enseignants devient un processus continu et intégré.
- **Aligner les politiques sur des processus de mise en œuvre clairs** : pour passer de l'intention à l'exécution, la politique doit être décomposée en lignes directrices opérationnelles et en schémas de processus. Ceux-ci comprennent : (1) la création de procédures opérationnelles standardisées (SOP) pour les fonctions clés telles que la mise en œuvre des programmes, l'évaluation formative et le suivi des apprenants ; (2) l'élaboration de boîtes à outils de mise en œuvre pour les niveaux infranationaux, y compris les niveaux des districts et des écoles, adaptées aux différents contextes ; (3) La codification des méthodes d'évaluation des compétences du^{XXI}^e siècle, le déploiement de programmes d'études basés sur les compétences et le suivi des parcours de formation. Cette clarté opérationnelle favorise la cohérence, la reproductibilité et l'évolutivité dans toutes les régions.
- **Tirer parti de la technologie pour la scalabilité et l'interopérabilité** : La technologie est essentielle pour amplifier l'impact et garantir que les politiques atteignent leur but. Pour faciliter cela, les actions clés comprennent la promotion de l'utilisation de l'IA, des applications mobiles et des plateformes de données ouvertes afin d'améliorer l'apprentissage, en particulier dans les régions éloignées ou mal desservies. Une deuxième solution consiste à investir dans des systèmes numériques interopérables qui relient les données sur l'éducation au marché du travail, aux compétences et aux systèmes d'innovation. Enfin, il convient d'encourager le développement de plateformes qui favorisent la collaboration transfrontalière en matière d'apprentissage à travers le continent. La technologie permet une mise à l'échelle efficace des réformes tout en améliorant la coordination entre les secteurs.
- **Renforcer les partenariats intersectoriels et la résilience institutionnelle** : L'apprentissage et le développement des compétences durables nécessitent une collaboration entre les différentes parties prenantes et une résilience à long terme du système. Les mesures à prendre comprennent l'alignement des réformes éducatives sur les marchés du travail, l'industrie, la société civile et les

partenaires de développement, la création d'organismes de contrôle indépendants, tels que des commissions ou des observatoires de l'éducation, chargés de surveiller la continuité et la qualité, et la codification des réformes clés dans des lois ou des stratégies nationales de développement afin de protéger les progrès réalisés contre les changements politiques et les fluctuations du financement. La résilience institutionnelle garantit que les réformes survivent au-delà des cycles politiques et des fenêtres de financement des bailleurs de fonds.

Format de la session :

Des données à la responsabilisation – Mettre en place des systèmes éducatifs fondés sur des données probantes

Domaine d'intérêt : Comment les systèmes éducatifs africains peuvent-ils exploiter des systèmes d'information sur l'éducation (EMIS) robustes, des tableaux de bord en temps réel et des données localisées pour améliorer la prise de décision ? Ce domaine d'intérêt sera l'occasion de présenter des innovations qui transforment les données en informations exploitables, donnant ainsi plus de pouvoir aux écoles et aux communautés tout en garantissant la transparence et la responsabilité à tous les niveaux.

Objectifs :

- **Présenter des pratiques et des outils innovants qui transforment les données en informations exploitables aux niveaux national, infranational et scolaire.**
- Mettre en avant le rôle des données localisées et issues des communautés dans l'autonomisation des écoles, l'amélioration de la réactivité et la promotion d'une planification inclusive.
- Discuter des stratégies visant à garantir la transparence, la qualité et la responsabilité des données dans la prestation des services éducatifs.

Facilitateur : Dr Hamidou Boukary, spécialiste principal de programme, Échange de connaissances et d'innovations (GPE-KIX), Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Rapporteurs :

- **Dr Angela Affran**, coordinatrice de l'éducation inclusive, T-TEL
- **Karime Tahiho**, analyste de données, Initiative « Tackling Education and Skills Data Challenge » (ESDC), ADEA

Allocution d'ouverture : S.E. Thomas Momo Parker, ministre adjoint, Planification, recherche et développement, Libéria (5 min)

Partie 1 : Présentations

1. **Fata Rouane**, spécialiste des programmes éducatifs, Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar : le deuxième rapport continental examine les progrès réalisés par l'Afrique dans la mise en œuvre de la CESA et la réalisation de l'ODD 4 (10 min)
2. **Dr Makhube Ralenkoane**, point focal du GPE KIX, ministère de l'Éducation, Lesotho : Renforcement des SIGE dans l'éducation en Afrique grâce à l'évaluation par les pairs et à l'échange de connaissances (GPE-KIX) (10 min)
3. **Inyang Umoren**, chef de projet – Projet sur les données relatives à l'éducation et aux compétences (ESDC), ADEA : Le quotient de données dans la transformation de l'éducation en Afrique (10 min)

Questions-réponses (10 min)

-
4. **Deborah Kimathi**, responsable des effectifs et des systèmes éducatifs, Learning Generation Initiative (LGI), Education Development Center (EDC) : Importance des données dans les approches de mise en œuvre et notre nouvelle boîte à outils que les gouvernements peuvent utiliser pour orienter la mise en œuvre (10 min)
 5. **Christine Hoffman**, spécialiste régionale principale des compétences, Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, Côte d'Ivoire : données complètes pour les systèmes d'EFTP (10 min)
 6. **Prof. Carola Weil**, doyenne des études continues, Université McGill, Canada : Vers une collecte, une analyse et une communication durables des données sur l'éducation à travers l'Afrique (10 min)

Questions-réponses (10 min)

Partie 2 : Table ronde et conclusion (30 min)

Objectif : Explorer comment les pays africains tirent parti des SIGE, des tableaux de bord en temps réel et des données localisées pour améliorer la planification, la responsabilisation et les résultats d'apprentissage, et comment ces innovations peuvent être développées et pérennisées.

Modérateur : Seedy Ahmed Jallow, analyste système, unité SIGE, ministère de l'Éducation de base et secondaire, Gambie

Intervenants :

1. **Daniel Mwanga**, chercheur et scientifique principal spécialisé dans les données, Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC)
2. **Dr Cleophus Mugenyi**, commissaire à l'éducation de base au ministère de l'Éducation et des Sports, Ouganda
3. **Jariah Nabirye**, responsable de l'éducation du district de Mayuge, Ouganda
4. **Oumar Soumaré**, directeur général de l'éducation, ministère de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif, Mauritanie
5. **Joseph Wambua**, directeur, Assurance qualité et normes, ministère de l'Éducation, Kenya

Questions-réponses et conclusion (10 min)

16h30 – 18h30

Omanyen III

Événement en marge 7 : Développement professionnel des chefs d'établissement – Approches innovantes et durables en matière de direction scolaire, dans le cadre de la Décennie de l'éducation pour l'Afrique (120 min)

Contexte :

L'Afrique se trouve à un moment décisif de son parcours éducatif. Avec la Décennie de l'éducation de l'UA (2025-2034) désormais en cours, le continent a l'occasion de transformer ses systèmes éducatifs afin d'offrir non seulement l'accès à l'éducation, mais aussi la qualité, la pertinence et la résilience. Au cœur de cette transformation se trouvent trois piliers interdépendants : la direction des établissements scolaires, la formation des enseignants et le développement professionnel continu (DPC), soutenus par des facteurs transversaux tels que les politiques, le financement, la technologie et l'engagement communautaire.

Le leadership scolaire, élément essentiel d'une éducation de qualité : le leadership scolaire est le deuxième facteur, après l'enseignement en classe, qui a le plus d'impact sur les résultats scolaires. Des leaders efficaces façonnent la culture scolaire, gèrent les ressources et soutiennent les enseignants, avec une influence particulièrement forte dans les contextes défavorisés. Pourtant, dans toute l'Afrique, de nombreux chefs d'établissement assument leurs fonctions sans formation adéquate,

sans autonomie et sans parcours professionnel. Il est donc essentiel de renforcer le leadership pour améliorer la qualité de l'enseignement, les résultats des apprenants et la résilience du système.

Préparation des enseignants et développement professionnel continu avec des facteurs transversaux pour des systèmes résilients et prêts pour l'avenir : la préparation des enseignants et le développement professionnel continu sont tout aussi essentiels pour garantir que les salles de classe offrent un apprentissage inclusif et pertinent. Trop souvent, la formation des enseignants reste trop théorique, tandis que le développement professionnel continu est fragmenté et inaccessible. Les réformes doivent intégrer des catalyseurs transversaux (alignement des politiques, financement durable, technologies éducatives appropriées et engagement communautaire fort), tout en valorisant la langue et la culture comme éléments clés de la pertinence et de la durabilité. Ensemble, le leadership, la préparation et le développement professionnel continu constituent l'épine dorsale de systèmes prêts pour l'avenir qui dotent les jeunes des compétences nécessaires pour s'épanouir.

Partenariat et collaboration pour la transformation : une réforme systémique nécessite une collaboration à tous les niveaux. Des initiatives telles que le Centre africain pour le leadership scolaire (ACSL) montrent comment les gouvernements, les partenaires techniques et les communautés peuvent travailler ensemble pour renforcer les parcours professionnels, développer les innovations et intégrer les réformes dans les systèmes nationaux. Les partenariats sont essentiels pour garantir que les pratiques prometteuses dépassent le stade des projets pilotes et deviennent des changements durables et systémiques.

Une vision commune pour la Décennie de l'éducation : La Décennie de l'éducation appelle à repenser le leadership, la préparation des enseignants et le développement professionnel continu de manière à refléter les réalités et les aspirations de l'Afrique.

Objectifs de la session :

- **Présenter des innovations évolutives :** mettre en avant des modèles efficaces en matière de leadership scolaire, qui améliorent la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage, et peuvent être adaptés à tous les contextes africains.
- **Explorer les conditions et les environnements favorables :** évaluer les politiques, le financement, les technologies, l'engagement communautaire et la pertinence culturelle nécessaires pour faire passer les innovations du stade pilote à celui d'un changement systémique.
- **Formuler des recommandations concrètes :** fournir des orientations pratiques et fondées sur des données probantes pour éclairer les plans nationaux d'éducation dans le cadre de la Décennie de l'éducation de l'UA, en accord avec l'Agenda 2063 et l'ODD 4, tout en s'assurant de l'attention et de l'engagement des décideurs pour favoriser l'adoption et la mise à l'échelle.

Résultats attendus :

- Un **ensemble consolidé de données et de modèles** démontrant ce qui fonctionne dans les contextes africains en matière de direction scolaire.
- Une compréhension commune des **leviers politiques, financiers et communautaires** qui permettent aux innovations de s'enraciner et d'être déployées à grande échelle de manière durable.
- **Des engagements de la part des gouvernements et des partenaires** à intégrer les approches prometteuses dans les plans et les budgets sectoriels, afin de garantir que les réformes ne soient pas isolées mais systémiques.
- Renouvellement et renforcement **des partenariats continentaux et régionaux**, mise en relation de plateformes telles que le Centre africain pour le leadership

scolaire (ACSL) et d'autres afin de favoriser la collaboration au-delà de la Triennale.

- Une vision plus claire de la manière dont ces efforts contribuent collectivement à faire avancer **la Décennie de l'éducation de l'UA et le programme CESA 2026-2035**, en positionnant l'éducation comme un moteur de résilience, d'équité et d'autonomisation des jeunes.

Domaines d'action prioritaires :

- Leadership scolaire transformateur – Leadership distribué, accent mis sur l'enseignement, pratiques afrocentriques et écologiques.
- Facteurs transversaux – Alignement des politiques, financement, technologies éducatives, pertinence culturelle, engagement communautaire.

Format de la session :

Modérateur : Chinedu Anarado, spécialiste en communication, ADEA

Rapporteurs :

- **Marian Nortey**, ministère de l'Éducation, Ghana
- **El Hadji Mamadou Gningue**, coordinateur de l'unité de recherche, de planification, de suivi et d'évaluation, ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, Sénégal

Partie 1 : Présentations (40 min)

1. **Allocution d'ouverture : S.E. Dr Clement Apaak**, vice-ministre de l'Éducation, Ghana (10 min)
2. **Chantal Kabanda Dusabe**, responsable technique, VVOB, ACSL/VVOB : Le Centre africain pour le leadership scolaire (ACSL) en tant que plaque tournante continentale pour la diffusion des meilleures pratiques en matière de leadership scolaire en Afrique (10 min)
3. **Dr Manos Antoninis**, directeur, Rapport GEM : lancement du rapport continental Spotlight du GEM, aperçu et lien avec l'apprentissage fondamental (10 min)
4. **Alfred Ampah-Mensah et Ama Serwah Nerquaye-Tetteh**, IEPA-Ghana : coup de projecteur sur le développement professionnel du leadership scolaire en Afrique de l'Ouest (10 min)

Partie 2 : Table ronde des prestataires de développement professionnel (40 min)

1. **Prof. Rosemary Seiwah Bosu**, IEPA : Coaching et mentorat des chefs d'établissement pour la mise en œuvre des programmes scolaires (y compris le coaching par des chefs d'établissement à la retraite) au Ghana (en partenariat avec le GES et le T-TEL)
2. **Yvonne M. Chuulu**, directrice de l'enseignement secondaire, ministère de l'Éducation, Zambie : Planification de l'amélioration scolaire (SIP) en Zambie (en partenariat avec PEAS)
3. **Andre Deloh**, directeur du suivi et de l'évaluation des programmes, ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Côte d'Ivoire : Direction scolaire en Côte d'Ivoire (en partenariat avec le GEMR)
4. **Martin Kisilu**, Institut kenyan de gestion de l'éducation (KEMI) : Formation professionnelle mixte sur application mobile pour les chefs d'établissement au Kenya (en partenariat avec VVOB)

Questions-réponses (30 min) : animées par **le Dr Leila Abdullahi**, directrice de la recherche et de la mise en œuvre des programmes ESSA, ACSL/ESSA

16h30 – 18h30

Omanyen IV

Événement en marge 8 : L'éducation inclusive en Afrique à la croisée du genre et de l'adaptation au changement climatique : scolariser et maintenir tous les enfants à l'école (120 min)

Contexte :

Au cours des deux dernières décennies, le secteur de l'éducation en Afrique a connu une expansion significative. Cependant, cette croissance est éclipsée par des défis persistants qui ralentissent les progrès et aggravent les inégalités. Les disparités en matière d'accès et de qualité de l'éducation continuent d'entraver la transformation socio-économique collective à travers le continent. La parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire s'est améliorée, mais des disparités persistent aux niveaux supérieurs. Le soutien aux apprenants handicapés et aux réfugiés s'est accru, mais reste largement sous-financé. La réponse à l'adaptation au changement climatique passe notamment par la recherche, le soutien politique et institutionnel, l'élaboration de programmes scolaires, la formation des enseignants et le développement professionnel continu.

Les écoles inclusives et sensibles au genre sont mieux placées pour absorber les chocs, s'adapter à des contextes changeants et se remettre de crises telles que les conflits, les pandémies et les catastrophes climatiques. En investissant dans des parcours d'apprentissage flexibles, des infrastructures sûres et accessibles et des programmes scolaires tenant compte du climat, les pays peuvent garantir la continuité de l'apprentissage pour tous les enfants, même en cas de perturbations. De cette manière, les systèmes éducatifs africains peuvent évoluer pour devenir plus adaptatifs, équitables et durables, capables de préserver les résultats scolaires des générations actuelles et futures.

Disparités entre les sexes dans l'éducation : malgré les progrès réalisés, les inégalités entre les sexes restent très répandues. Les mariages précoces, les normes culturelles, le travail domestique non rémunéré et la pauvreté entravent de manière disproportionnée l'éducation des filles. Les garçons sont confrontés à leurs propres vulnérabilités : beaucoup quittent l'école prématurément pour se consacrer à la pêche, à l'exploitation minière, à l'élevage ou au travail dans la rue. Les rites de passage culturels et les attentes masculines interrompent la scolarité des garçons, tandis que la violence, le harcèlement, les châtiments corporels et le recrutement dans des gangs ou des groupes armés les touchent également de manière disproportionnée.

Inclusion des groupes marginalisés : des millions d'enfants africains restent exclus de l'éducation malgré les politiques existantes en matière d'enseignement primaire gratuit. Les enfants handicapés sont confrontés à des obstacles systémiques, notamment le manque de technologies d'assistance, d'enseignants spécialisés et de politiques inclusives. D'autres groupes, tels que les enfants vivant dans des zones rurales ou reculées, ceux touchés par des conflits et les réfugiés, sont confrontés à des obstacles supplémentaires. Les barrières linguistiques, l'insuffisance des installations et les pratiques discriminatoires aggravent encore l'exclusion.

Changement climatique et perturbation de l'éducation : le changement climatique amplifie les vulnérabilités existantes. Les inondations, les sécheresses et les phénomènes météorologiques extrêmes entraînent la fermeture d'écoles et des déplacements. Les filles sont particulièrement touchées, car elles sont souvent retirées de l'école pour assumer des responsabilités domestiques ou pour des raisons de sécurité. Les garçons des communautés pastorales sont souvent retirés de l'école pour parcourir de longues distances à la recherche de pâturages. Les chocs climatiques perturbent donc non seulement l'apprentissage, mais renforcent également les schémas d'exclusion liés au genre.

Pour relever ces défis, il faut notamment promouvoir des politiques éducatives sensibles au genre, améliorer les infrastructures scolaires pour favoriser l'inclusion et intégrer l'éducation au changement climatique. En intensifiant les interventions ciblées, telles que les écoles inclusives pour les personnes handicapées, les bourses d'études pour les filles et les programmes scolaires adaptés au climat, les parties prenantes peuvent mettre en place des systèmes éducatifs équitables, inclusifs et résilients. Des systèmes de données plus solides, une collaboration intersectorielle et un engagement politique seront essentiels pour atteindre ces objectifs.

Objectifs généraux :

1. **Présenter des solutions évolutives** – Mettre en avant des modèles éducatifs innovants et sensibles au genre qui répondent efficacement au double défi du changement climatique et de l'exclusion, avec un impact mesurable sur l'accès, l'apprentissage et la résilience des communautés à travers l'Afrique.
2. **Promouvoir des actions fondées sur des données probantes** – Créer une plateforme permettant aux partenaires de partager leurs recherches, leurs données et leurs témoignages de changement, afin de garantir que les politiques, les investissements et les pratiques s'appuient sur des données probantes et contribuent à la mise en place de systèmes éducatifs équitables et résilients au changement climatique.
3. **Favoriser la collaboration intersectorielle** – Faciliter un dialogue constructif entre les gouvernements, la société civile, les partenaires de développement et les jeunes leaders afin de tirer parti des ressources financières, techniques et politiques. Cela permettra de démanteler les normes sexistes néfastes, de renforcer l'inclusion des apprenants marginalisés et d'intégrer des stratégies d'adaptation au changement climatique dans les systèmes éducatifs pour assurer leur viabilité à long terme.

Expériences visant à scolariser et à maintenir tous les enfants à l'école

Objectif : présenter des approches innovantes qui améliorent l'accès et la rétention des enfants non scolarisés et des jeunes, renforçant ainsi la résilience des systèmes éducatifs africains et soutenant la transformation du continent.

Contexte : L'éducation est censée servir de facteur d'égalisation, mais les disparités restent criantes, qu'il s'agisse du fossé entre les zones urbaines et rurales, des lacunes en matière d'infrastructures, de l'accès au numérique ou de la pauvreté persistante. Les systèmes éducatifs actuels manquent souvent de la résilience nécessaire pour absorber les chocs, ce qui entraîne des perturbations dans l'apprentissage.

Approche et orientation : après avoir défini le contexte et s'être appuyés sur quatre dimensions (approches sensibles au genre pour lutter contre les disparités, prise en compte des handicaps et des besoins éducatifs spéciaux, éducation dans les contextes de conflit et de réfugiés, et pratiques éducatives adaptées au climat), les représentants des pays et les partenaires partageront des pratiques innovantes et fondées sur des données probantes qui améliorent l'accès et la rétention des OOSC et des jeunes.

Les présentations mettront en évidence l'innovation dans l'approche, les résultats et l'impact démontrés (par exemple, les réformes politiques, les changements de comportement, l'élargissement de la portée et l'engagement de multiples parties prenantes, y compris les gouvernements), examineront les implications en termes de coûts et d'efficacité, et partageront les principaux enseignements tirés et les options pour une mise à l'échelle.

Format de la session :

Modératrice : Catherine Asego, responsable principale du plaidoyer et des partenariats, Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Rapporteure :

-
- **Arpana Pandey**, spécialiste de l'éducation, UNICEF WCARO

Intervenants :

1. Présentation du contexte : (15 min)
 - a. **Hendrina Chalwe Doroba**, directrice de division, Éducation et développement des compétences, Banque africaine de développement : Perspectives de la banque (**virtuel**) – Aperçu continental des enfants non scolarisés et des jeunes) (5 min)
 - b. **Dr Roy William Mayega**, Observatoire régional africain de la résilience des systèmes éducatifs du GPE KIX, École de santé publique, Université Makerere : Résilience des systèmes éducatifs – Qu'est-ce que cela signifie pour les politiques et les pratiques ? (10 min)
2. Approches sensibles au genre : (30 min)
 - a. **Abdoul Aziz Ndao**, responsable des études sur les politiques de genre, de la planification et du suivi et de l'évaluation, ministère de la Santé et de l'Action sociale, Sénégal – Programme « Écoles pour les maris » (10 min)
 - b. **Dr Martha Muhwezi**, directrice exécutive, Forum des éducatrices africaines (FAWE) – Innovations pour la transformation : les parcours de deuxième chance du FAWE pour les jeunes femmes et hommes des communautés marginalisées – cas de l'Ouganda, de l'Éthiopie et du Rwanda (2013-2023) – Extension à 10 pays (2024-2030) (10 min).
 - c. **Mme Lydie Shima**, Laterite & MINEDUC Rwanda – Analyse intersectionnelle de genre de l'éducation fondamentale au Rwanda : données issues d'un échantillon transversal de 150 écoles (10 min)
3. Inclusion : handicap et besoins spéciaux : (15 min)
 - a. **Dr Gideon Anapey**, responsable des sciences de l'apprentissage, fondateur et directeur exécutif de l'Africa Dyslexia Organization (ADO), Ghana – Changer les mentalités, inspirer l'action : sensibiliser et mettre en place un soutien systémique pour la dyslexie et les troubles d'apprentissage connexes en Afrique
4. L'éducation dans les contextes de conflit et de réfugiés – Étude de cas sur l'éducation dans les zones de conflit (Nigéria et Kenya)
 - a. **Suchith Abeyewickreme**, responsable technique senior (éducation à l'éthique), Arigatou International
 - b. **Mary Kangethe**, directrice du programme éducatif, Commission nationale du Kenya pour l'UNESCO
 - c. **Prof. Salisu Shehu**, secrétaire exécutif, Conseil nigérian de recherche et de développement en éducation (NERDC), ministère de l'Éducation, Nigéria
5. Pratiques adaptées au climat : (15 min)
 - a. **Eduard Beukman**, OXFAM International – Intégrer la résilience climatique et l'éducation : études de cas au Soudan du Sud et dans la région du Sahel (10 min)
 - b. **Collins Olang**, conseiller stratégique en éducation, VVOB, Enseigner pour l'équité et la durabilité : relier la pédagogie transformatrice en matière de genre et l'éducation verte

Résumé des innovations : Dr Leslie Casely-Hayford, directrice/consultante en développement social, Associates for Change (AfC) (5 min)

Questions-réponses et conclusion : Catherine Asego, responsable principale du plaidoyer et des partenariats, Forum for African Women Educationalists (FAWE) (30 min)

Fin de la première journée

19h00

Dîner (à confirmer)

Heure et lieu	Point et description
---------------	----------------------

09h00 – 11h00

Adesa
Pavillon

Session plénière 3 : L'éducation inclusive en Afrique à la croisée du genre et de l'adaptation au changement climatique – Implications politiques pour scolariser et maintenir tous les enfants à l'école (120 min)

FAWE, Union africaine, Fondation Mastercard, Sénégal et Ouganda

Objectifs généraux :

1. **Présenter des solutions évolutives** – Mettre en avant des modèles éducatifs innovants et sensibles au genre qui répondent efficacement au double défi du changement climatique et de l'exclusion, avec un impact mesurable sur l'accès à l'éducation, l'apprentissage et la résilience des communautés à travers l'Afrique.
2. **Promouvoir des actions fondées sur des données probantes** – Créer une plateforme permettant aux partenaires de partager leurs recherches, leurs données et leurs témoignages de changement, afin de garantir que les politiques, les investissements et les pratiques s'appuient sur des données probantes et contribuent à la mise en place de systèmes éducatifs équitables et résilients au changement climatique.
3. **Favoriser la collaboration intersectorielle** – Faciliter un dialogue constructif entre les gouvernements, la société civile, les partenaires de développement et les jeunes leaders afin de tirer parti des ressources financières, techniques et politiques. Cela permettra de démanteler les normes sexistes néfastes, de renforcer l'inclusion des apprenants marginalisés et d'intégrer des stratégies d'adaptation au changement climatique dans les systèmes éducatifs pour assurer leur viabilité à long terme.

Réflexion : « L'Afrique continue d'enregistrer un nombre élevé d'enfants non scolarisés, estimé à plus de 100 millions. La question n'est pas de savoir si les pays ont les moyens d'agir, mais s'ils peuvent se permettre le coût de l'inaction. Quelles sont les interventions politiques susceptibles de renforcer la résilience et de garantir des systèmes éducatifs inclusifs ?

Objectif de la session : Mobiliser les décideurs politiques et les praticiens de l'éducation en soulignant les implications politiques cruciales pour relever le défi des enfants et des jeunes non scolarisés en Afrique.

Format de la session :

Modératrice : Dr Martha Muhwezi, directrice exécutive, Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Rapporteurs :

- **Prof. Hellen Inyega**, professeure d'enseignement des langues et de l'alphabétisation, Université de Nairobi
- **Catherine Asego**, responsable principale du plaidoyer et des partenariats, Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Présentation de la session et des objectifs (5 min)

1. **Sophia Ashipala**, chef de la division Éducation, ESTI, Commission de l'Union africaine

Partage d'expériences de vie et ce que signifie pour l'Afrique le fait d'avoir plus de 100 millions d'apprenants non scolarisés :

1. **Haruna Asulibii Bariku & Mary-Emmaculate Yendor** (représentants de la jeunesse, Ghana) – La voix des jeunes (5 min)
2. **Dr Moses Ngware**, chercheur scientifique principal et chef de l'unité de recherche sur l'éducation et l'autonomisation des jeunes, APHRC (10 min)

Implications politiques pour le continent (30 min)

Politiques et interventions visant à soutenir les enfants non scolarisés et les jeunes, et leur impact à ce jour : leçons tirées de la Sierra Leone et du Niger.

Intervenants :

1. **S.E. Conrad Sackey**, ministre de l'Éducation de base et du secondaire supérieur, Sierra Leone.
2. **Doreen Ankunda**, commissaire chargée des normes d'enseignement préscolaire et primaire, ministère de l'Éducation et des Sports, Ouganda

Principales recommandations politiques :

3. **Prof. Peter Materu**, directeur des programmes, Fondation Mastercard – principales recommandations politiques

Questions-réponses et conclusion (15 min)

Annonce : Partenariat UA-UE pour l'échange sur les réformes éducatives (PEERS) (10 min)

1. **Sophie Salomon**, directrice du département Capital humain et développement social chez Expertise France
2. **Silvia Severi**, chef de la coopération (HoC) de l'EUD Ghana

11h00 – 11h30 Pause santé

11h30 – 12h40 **Session plénière 4 : Approches innovantes et durables pour une direction scolaire efficace dans le cadre de la Décennie de l'éducation pour l'Afrique** (70 min)

**Pavillon
Adesa**

Objectifs

- **Consensus sur le leadership comme levier de transformation** – Les parties prenantes affirment qu'un leadership fort favorise un meilleur enseignement, un apprentissage amélioré des élèves, l'égalité des sexes et des écoles plus sûres et plus inclusives à travers l'Afrique.
- **Mobilisation de l'engagement politique et financier** – Les ministres et les hauts fonctionnaires s'engagent à intégrer la direction des établissements scolaires et le développement professionnel continu dans les plans nationaux du secteur de l'éducation, les partenaires s'engageant à fournir des ressources et un soutien technique

Résultats attendus

- **Consensus sur le leadership comme levier de transformation** – Les parties prenantes affirment qu'un leadership fort favorise un meilleur enseignement, un apprentissage amélioré des élèves, l'égalité des sexes et des écoles plus sûres et plus inclusives à travers l'Afrique
- **Mobilisation de l'engagement politique et financier** – Les ministres et les hauts fonctionnaires s'engagent à intégrer le leadership scolaire et le développement professionnel continu dans les plans nationaux du secteur de

l'éducation, les partenaires s'engageant à fournir des ressources et un soutien technique.

- **L'ACSL se positionne comme le centre névralgique du leadership scolaire en Afrique** – Le Centre est reconnu comme la plateforme continentale pour les approches afrocentriques et l'échange de connaissances régionales.

Format de la session :

Modérateur : Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif, ADEA

Rapporteurs :

- **Caren Namalenya**, responsable du suivi, de l'évaluation, de la recherche et de l'apprentissage, ESSA Afrique
- **Marian Nortey**, responsable administrative, Commission nationale de l'UNESCO, Ghana
- **Kouame Aime**, coordinateur de programme, ADEA

Allocution d'ouverture : Sophia Ashipala, chef de la division Éducation, ESTI, Commission de l'Union africaine (10 min)

Intervenants (cas politiques) : (30 min)

1. **S.E. Dr Joyce Moriku Kaducu**, ministre d'État chargée de l'enseignement primaire en Ouganda : Cadre politique en matière de direction scolaire, Ouganda
2. **Prof. George KT Oduro**, conseiller technique, ministère de l'Éducation, Ghana : Normes nationales en matière de direction scolaire et/ou direction afrocentrique, Ghana
3. **Moulay Ahmed Elkarimi**, directeur de la formation et du développement des compétences, ministère de l'Éducation nationale, de l'Éducation préscolaire et des Sports, Maroc

Session de questions-réponses :

1. Parcours professionnels des enseignants et des chefs d'établissement : **Dr Dennis Sinyolo**, directeur régional pour l'Afrique, Internationale de l'Éducation (IE)
2. Normes continentales et agrément en matière de direction scolaire : **Saliou Sall**, coordinateur principal de programme, UNESCO IICBA
3. Obstacles liés au genre dans la direction d'établissement scolaire : **Dr Martha Muhwezi**, directrice exécutive, Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Réflexion animée : Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif, ADEA (10 min)

12h40 – 13h40 **Pause déjeuner**

Événements consultatifs triennaux – 3 : troisième série d'événements parallèles (engagements des partenaires/pays)

13h40 – 15h40 **Événement en marge 9 : Repenser le financement de l'éducation en Afrique, y compris les implications liées à l'évolution du paysage mondial du financement – 2** (120 min)
Omanyee I
Élargir le paysage du financement : mobilisation innovante de ressources locales et privées pour l'éducation

Objectifs

- Explorer comment les modèles de financement locaux complètent les efforts des gouvernements.
- Partager les modèles de financement mixte (obligations à impact, ISA, prêts) et les conditions de leur efficacité.
- Établir des partenariats pour développer des modèles innovants et adaptés au contexte.

Résultats attendus :

- Rapport de synthèse sur le financement mixte et le financement du secteur privé.
- Pipeline d'engagements/partenariats dans le cadre de l'AESTIF.

Format de la session :

Facilitatrice : Dr Keiko Takei, responsable de mission AESTIF, Banque africaine de développement

Rapporteurs :

- **Chinwe Umeh-Ujubuonu**, associée principale, Human Capital Africa (HCA)
- **Martin Kungania**, coordinateur national du programme – Direction de l'enseignement primaire, Département d'État pour l'éducation de base, ministère de l'Éducation, Kenya

Partie 1 : Présentations et table ronde – Catalyser les partenariats pour le Fonds africain pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (AESTIF) (60 min)

Allocution d'ouverture : S.E. Prof. Gaspard Banyankimba, Commissaire à l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (ESTI), Union africaine (10 min)

Discours liminaire : Thokozile Banda, secrétaire principale - Administration, ministère de l'Éducation, Malawi (10 min)

Table ronde animée par Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif de l'ADEA : Approches d'investissement et mise en œuvre de l'AESTIF - opportunités pour les gouvernements et les investisseurs (30 min)

Intervenants :

1. **S.E. Haruna Iddrisu (député)**, ministre de l'Éducation, Ghana
2. **S.E. Prince Mooketsi Maele**, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et de la Technologie, Botswana
3. **S.E. Douglas Syakalima**, ministre de l'Éducation, Zambie
4. **M. Mi Belabed Abdelhakim**, ministre de l'Éducation nationale, Algérie
5. **Franklin N. Mukuna**, directeur adjoint – Enseignement technique, Département d'État de l'EFTP, ministère de l'Éducation, Kenya
6. **Hendrina Chalwe Doroba**, Directrice de division, Éducation et développement des compétences, Banque africaine de développement : Perspectives de la banque (virtuel)

Questions-réponses : Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif, ADEA (5 min)

Conclusions : Hendrina Chalwe Doroba, directrice de division, Éducation et développement des compétences, Banque africaine de développement : perspectives de la banque (virtuel) (5 min)

Partie 2 : Présentations et table ronde – Mobilisation des ressources du secteur privé : opportunités, défis et conditions favorables (60 min)

L'engagement du secteur privé dans le financement de l'éducation prend de l'ampleur à travers l'Afrique. D'une part, les organisations philanthropiques mettent en commun leurs fonds avec ceux des gouvernements et des bailleurs de fonds pour soutenir des réformes éducatives à grande échelle ; d'autre part, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations philanthropiques déploient également des subventions pour catalyser de nouveaux flux d'investissement. Ces approches prennent principalement deux formes : les subventions et les investissements (structurés de manière à obtenir à la fois des rendements financiers et de meilleurs résultats en matière d'éducation). Il ne s'agit pas simplement de lever de nouveaux fonds, mais de remodeler la manière dont le financement est géré, alloué et rendu compte de son impact.

La discussion présentera et analysera de manière critique les instruments et les projets actuellement mis en œuvre en Afrique, notamment les fonds axés sur les résultats scolaires tels que le GEOP et le SLEIC, le Fonds lié à l'impact pour l'éducation (ILF-E), l'initiative SCALE de la Fondation Jacobs et les accords de partage des revenus (ISA) pour l'enseignement supérieur. Les intervenants présenteront les structures de financement et les enseignements tirés de la mise en œuvre, puis une table ronde explorera les opportunités, les conditions favorables et les défis.

Résultats attendus :

- Synthèse publiée sur les plateformes NORRAG et partenaires.
- Réflexions des intervenants sous forme d'articles de blog.
- Contributions au dialogue plus large de l'ADEA sur le financement de l'éducation et l'efficacité de l'aide.

Format de la session :

Modératrice : Arushi Terway, responsable thématique : Approches du secteur privé, NORRAG

Présentations éclair : (30 min)

1. **Arushi Terway**, responsable thématique : Approches du secteur privé, NORRAG : Cadrer l'engagement du secteur privé dans le financement de l'éducation
2. **Christopher Burningham**, responsable de programme, Education Outcomes Fund : Fonds à grande échelle axés sur les résultats, en partenariat avec les gouvernements et les bailleurs de fonds
3. **Ali Inam**, directeur des investissements, Bridges Outcome Partnership : Expérience des obligations à impact social (GEOP, SLEIC) et fonds SDG Outcomes
4. **Donika Dimovska**, directrice de la connaissance, Fondation Jacobs : Initiatives, notamment le Fonds lié à l'impact pour l'éducation et SCALE
5. **Edwin Lehoahoa**, directeur national pour l'Afrique du Sud, Chancen International : accords de partage des revenus en Afrique
6. **Hajia Nana Fatima High**, coordinatrice nationale, Ghana Education Outcomes Project, ministère de l'Éducation, Ghana (**à confirmer**)

Table ronde modérée : opportunités, facteurs favorables, risques et alignement avec les systèmes nationaux. (15 min)

1. **Hajia Nana Fatima High**, coordinatrice nationale, GEOP (gouvernement)
2. **Richard Brandt**, fondateur et directeur général, Codetrain

-
3. **Nozipho Ngwabi**, chef de projet senior : recherche et évaluation, Bertha Centre, Université du Cap

Questions-réponses et conclusion (15 min)

13h40 – 15h40

Omanyen II

Événement en marge 10 : Utiliser les données probantes et les technologies numériques pour intégrer tous les apprenants – Succès et échecs – 1 (120 min)

Contexte :

De nombreux pays africains continuent de s'efforcer d'utiliser la technologie pour améliorer les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage, en particulier compte tenu de leurs ressources limitées. Si le Kenya et la Sierra Leone ont montré comment la technologie pouvait être utilisée pour soutenir la formation et l'affectation des enseignants, l'engagement des parents et la prise de décision fondée sur des données, il existe très peu de preuves de l'utilisation efficace de la technologie pour améliorer les résultats d'apprentissage fondamentaux. Sur plus de 6 483 publications enregistrées dans la base de données africaine sur la recherche en éducation, seules 23,24 % contiennent des mots-clés associés aux TIC dans l'éducation, à l'apprentissage à l'aide de téléphones mobiles et à l'apprentissage en ligne. En outre, les connaissances sont limitées sur la manière dont les acteurs de l'éducation utilisent les données pour éclairer leurs décisions sur l'utilisation efficace des technologies. Cela démontre la nécessité de mener davantage de recherches sur l'utilisation des technologies.

Ce sous-thème offrira un forum de discussion sur les mesures qui ont porté leurs fruits, les opportunités à exploiter et la manière d'utiliser les enseignements tirés pour améliorer les systèmes éducatifs à l'avenir.

But et objectifs :

L'objectif principal de la session est de présenter des données probantes sur la manière dont la technologie a été utilisée pour soutenir et intégrer les apprenants marginalisés à travers l'Afrique, en soulignant à la fois les succès et les échecs, ainsi que le potentiel des données probantes pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

- **Objectif 1 :** Explorer l'écosystème EdTech africain grâce à un partage transnational des connaissances sur les six piliers de la transformation numérique, en analysant les succès, les lacunes, les défis et les opportunités afin de développer ce qui fonctionne et d'intégrer les innovations prometteuses.
- **Objectif 2 :** Approfondir les connaissances sur la recherche en matière de technologies éducatives et fournir une plateforme pour établir un programme de recherche continental en matière de technologies éducatives, aligné sur les visions nationales des pays africains en matière d'enseignement et d'apprentissage.
- **Objectif 3 :** Établir un lien harmonieux entre le paysage efficace des technologies éducatives en Afrique et le développement de compétences commercialisables pour le développement de l'Afrique.

Résultats attendus :

- **Une compréhension commune de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans le domaine des technologies pour l'éducation.** À l'issue des sessions, les participants repartiront avec des exemples concrets d'initiatives efficaces et des principaux défis susceptibles d'entraver l'apprentissage de nombreux enfants.
 - **Les participants formuleront des recommandations** décrivant les mesures que les ministères de l'Éducation peuvent prendre pour garantir un déploiement
-

efficace des technologies éducatives afin d'améliorer les résultats en matière d'enseignement et d'apprentissage.

- **Un rapport de synthèse** des présentations et des discussions post-événements qui alimentera les communications finales de la Triennale.

Format des sessions :

La conversation s'articulera autour du cadre de la transformation numérique de l'éducation (DTE). Le cadre DTE fournit une approche structurée permettant aux pays de planifier, de mettre en œuvre et de déployer à grande échelle la transformation numérique dans l'éducation. Il a été développé pour aider les ministères de l'Éducation et les parties prenantes à harmoniser les politiques, les pratiques et les innovations afin d'améliorer les résultats scolaires grâce à la technologie.

Ce cadre s'articule généralement autour de six piliers fondamentaux, chacun traitant d'un domaine clé nécessaire à une intégration significative et durable des technologies éducatives : coordination et leadership, connectivité et infrastructure, coût et durabilité, capacités et culture, contenu et solutions, données et preuves.

Partie 1. Le rôle du leadership et de la coordination dans la promotion des technologies numériques fondées sur des données probantes pour l'éducation – le premier pilier du cadre commun pour la transformation numérique dans l'éducation (20 min)

Objectif 1 : Explorer l'écosystème EdTech africain grâce au partage transnational des connaissances sur les six piliers de la transformation numérique, en analysant les succès, les lacunes, les défis et les opportunités afin de développer ce qui fonctionne et d'intégrer les innovations prometteuses.

Modératrice : **Verna Lalbeharie**, directrice exécutive d'EdTech Hub

Rapporteurs :

- **El Hadji Mamadou Gningue**, coordinateur de l'unité de recherche, de planification, de suivi et d'évaluation, ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, Sénégal
- **Kolawole Emmanuel Osundeyi**, directeur adjoint, ministère fédéral de l'Éducation, Niger

Intervenants :

1. **Rats'iu Majara**, secrétaire principal, ministère de l'Éducation, Lesotho
2. **Diyawu Mumin**, directeur, CENDLOS, ministère de l'Éducation, Ghana
3. **John Gitabi Kimocho**, chef du bureau Afrique, Fondation Spix : AUDA-NEPAD & RESPECT

Partie 2. Réussites et échecs basés sur les piliers 2 et 3 du cadre DTE (connectivité et infrastructure, coût et durabilité) (25 min)

Intervenants :

1. **Dr Minu Ipe**, vice-présidente et directrice générale, Institut de design de l'université d'État de l'Arizona
2. **Christin McConnell**, responsable de l'éducation, UNICEF Ghana.
3. **Yomi Arowosafe**, secrétaire, Fonds de prestation de service universel (USPF)

Partie 3. Aperçu des succès et des défis rencontrés dans la coordination de la recherche en EdTech au sein du ministère de l'Éducation et des différentes méthodes de coordination utilisées par les ministères de l'Éducation (65 min)

Modérateur : **Nissi Madu**, Co-Creation Hub

Participation interactive du public avec Menti (responsable, **Randi Williams**, Day of AI)

Conclusion : Verna Lalbeharie, directrice exécutive du EdTech Hub

13h40 – 15h40

Omanyen III

Événement en marge 11 : Transformer l'enseignement secondaire et garantir un financement durable et les meilleures pratiques pour le TVSD grâce à des partenariats innovants – Qu'est-ce qui fonctionne ? – 2 (120 min)

Développement des compétences techniques et professionnelles

Scénario :

Stimuler l'emploi des jeunes : l'EFTP au cœur de la transformation de l'Afrique (ACET)

Le problème politique au cœur de cette session est clair : les systèmes d'EFTP en Afrique restent chroniquement sous-financés et mal adaptés aux demandes du marché du travail, laissant des millions de jeunes sans les compétences ou les opportunités nécessaires pour trouver un emploi décent. L'EFTP reçoit souvent moins de 2 à 5 % des budgets consacrés à l'éducation dans de nombreux pays africains, ce qui se traduit par des infrastructures limitées, une formation insuffisante des enseignants et des réformes des programmes scolaires sous-financées mais pourtant indispensables. Sans financement durable, les systèmes éducatifs ne peuvent pas être résilients. En se concentrant sur les voies de financement et l'alignement sur les stratégies continentales, la session explorera les moyens de combler ce fossé, en reliant les données factuelles à l'action, en connectant les réformes nationales aux cadres de l'UA et en engageant les parties prenantes à mettre en œuvre des solutions à grande échelle. Ce faisant, elle contribuera à repositionner l'EFTP comme une voie crédible, durable et résiliente pour l'emploi des jeunes et la transformation économique plus large de l'Afrique.

Objectifs :

- Relier les données probantes à la résilience financière – Explorer des voies pratiques, notamment la hiérarchisation des priorités budgétaires, l'engagement du secteur privé et le cofinancement, afin d'offrir des possibilités d'intégrer un financement durable dans les réformes nationales de l'EFTP.
- Rapprocher les agendas nationaux et continentaux – Utiliser la Coalition panafricaine pour la transformation (PACT) de l'ACET afin d'aligner les réformes nationales sur la stratégie continentale 2025-2034 de l'UA en matière d'EFTP et les cadres CESA 25-34.
- Diffuser les conclusions et recommandations de l'ACET – Partager les enseignements tirés de l'étude de l'ACET sur l'EFTP afin de sensibiliser et de favoriser l'adoption de recommandations politiques concrètes.
- Renforcer les partenariats multipartites pour l'action – Impliquer les gouvernements, les employeurs, les établissements de formation et les jeunes afin de co-crée des solutions d'EFTP inclusives et tournées vers l'avenir, et encourager de nouveaux engagements en faveur de la réforme.

Résultats/produits attendus :

La session permettra de dégager un consensus sur la manière de renforcer et de financer durablement les systèmes d'EFTP en tant que moteurs de l'emploi des jeunes et de la transformation économique, ainsi que sur les messages clés, les actions prioritaires et les nouveaux engagements qui guideront le suivi aux niveaux national et régional.

Compétences vertes, parcours professionnels et emploi pour l'économie verte et bleue en Afrique (EDC Sénégal)

La session mettra également en évidence les effets du changement climatique qui se font déjà sentir dans le monde entier, entraînant une transformation massive de l'économie mondiale et remodelant l'avenir du travail. Pour l'Afrique, la transition vers une économie verte et bleue présente un immense potentiel d' n matière de création d'emplois, d'innovation et de croissance durable. Pour libérer ce potentiel, il faut doter les jeunes des compétences vertes appropriées grâce à l'enseignement secondaire, à l'EFTP et à l'enseignement supérieur. Cette session mettra en lumière la manière dont des programmes évolutifs de formation aux compétences vertes pour les jeunes sont mis en place au Sénégal, au Liberia et au Rwanda afin de soutenir les priorités gouvernementales. Parmi les exemples cités, on peut citer l'intégration de l'entrepreneuriat vert dans les programmes d'EFTP et d'enseignement secondaire, les programmes scolaires de transition vers le monde du travail et les évaluations du marché du travail qui aident à mettre en relation les étudiants avec les nouveaux emplois de l'économie verte et bleue. Pour développer ces programmes, il est possible de mobiliser des modèles de financement innovants, notamment des partenariats avec le secteur privé et l'accès au financement climatique.

Objectifs :

- Mettre en avant les réussites africaines en matière d'éducation et de développement des compétences afin de préparer une main-d'œuvre verte équitable
- Appel à l'action pour que les systèmes éducatifs adoptent de nouvelles initiatives en matière de compétences écologiques et préparées pour l'avenir
- Explorer de nouveaux moyens de financer les initiatives en matière de compétences vertes, notamment auprès du secteur privé et des organismes de financement de la lutte contre le changement climatique, et plaider en faveur d'une augmentation des investissements

Résultats/produits attendus :

- Recommandations et mesures concrètes pour que les systèmes éducatifs soient prêts pour la transition verte
- Stratégies visant à attirer de nouveaux partenaires et financements afin d'aligner les systèmes éducatifs sur les besoins du marché du travail dans le cadre des priorités économiques vertes et bleues.

Partie 1. Stimuler l'emploi des jeunes : l'EFTP au cœur de la transformation de l'Afrique (ACET)

Modératrice : Mona Iddrisu, responsable de l'emploi et des compétences des jeunes, ACET

Rapporteuse : Dr Clara Araba Mills, IEPA, Université de Cape Coast, Ghana

Allocution d'ouverture : Dr Edward Brown, directeur principal, Recherche, politiques et programmes, ACET (5 min)

Vidéo explicative sur l'EFTP (5 min)

Discussion politique de haut niveau (40 min)

Intervenants :

1. **Azmera Kebede Abebe**, conseillère auprès du ministre d'État, ministère du Travail et des Compétences, Éthiopie
2. **Affi Agbenyo**, directrice générale adjointe (opérations), Service ghanéen de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (GTNET), Ghana
3. **Constance Swaniker**, fondatrice et présidente, DTI, Ghana

-
4. **Tsonam Cleanse Akpeloo**, président régional, Association des industries du Ghana (AGI)

Enquête post-événement et remarques finales : **Mona Iddrisu**, responsable, Emploi et compétences des jeunes, ACET (10 min)

Partie 2. Planification de l'enseignement secondaire et de l'EFTP : outils et approches pour la continuité entre l'éducation, la formation et l'emploi (UNESCO-IIEP – Multi-pays)

Modérateur : **Dr Bright Abreh**, professeur associé et responsable des subventions et du conseil, IEPA, Université de Cape Coast, Ghana

Rapporteur : **Nurudeen Lawal**, chef d'équipe/fondateur, Quality Education Development Associates (QEDA), Nigeria

Conférencier principal : **Ibrahima Diallo**, UNESCO-IIEP, Paris

Conclusion : **Therrezinha Fernandes**, UNESCO-IIEP, Paris

Partie 3. Compétences vertes, parcours professionnels et emploi pour l'économie verte et bleue en Afrique (EDC Sénégal)

Modérateur et discours d'ouverture : **Steve Kamanzi**, directeur national pour le Libéria, Education Development Center (EDC)

Rapporteur : **Bakary Mouze Mogne**, responsable du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes éducatifs, ministère de l'Éducation nationale, Comores

Intervenants :

1. **Libéria** : représentant du ministère de l'Éducation (**à confirmer**)
2. **Pascaline Baradji**, directrice des programmes, Projet de formation professionnelle et d'insertion, EDC Sénégal
3. **Melanie Sany**, directrice - Jeunesse, développement de la main-d'œuvre et économies vertes, Education Development Center (EDC)

Questions-réponses pour les trois événements parallèles (20 min)

Mot de clôture : **Melanie Sany**, directrice, Jeunesse, développement de la main-d'œuvre et économies vertes

13h40 – 15h40

Omanyé IV

Événement en marge 12 : Des politiques aux systèmes et processus – L'importance des données sur la qualité de l'éducation et des compétences pour le suivi des résultats d'apprentissage à grande échelle et durables – 2 (120 min)

Donner aux enseignants les moyens d'opérer un changement durable – gouvernance et développement professionnel continu

De la politique à la pratique : étendre et pérenniser la transformation de l'éducation

De nombreuses politiques solides échouent au stade de la mise en œuvre. Cette catégorie mettra en avant des modèles et des outils qui peuvent aider à concrétiser une vision, en utilisant des procédures opérationnelles standard (SOP), des plateformes numériques, des partenariats et un financement durable pour mettre en œuvre des réformes éducatives évolutives et résilientes.

Objectifs de la session :

- Présenter des modèles, des outils et des cadres, tels que les procédures opérationnelles standard (SOP), les plateformes numériques et les boîtes à outils de mise en œuvre, qui favorisent la traduction des politiques en pratiques.

- Faciliter le partage des connaissances sur les stratégies de mise en œuvre qui ont fonctionné dans différents pays et contextes, en identifiant les enseignements tirés et les pratiques adaptables.

Format de la session :

Modérateur : Lamin Ceesay, directeur de la planification, du budget et de l'analyse des politiques, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et des Technologies, Gambie (**à confirmer**)

Rapporteurs :

- **Dr Angela Affran**, coordinatrice de l'éducation inclusive, T-TEL
- **Ndeye Yacine Fall**, responsable du suivi et de l'évaluation, Initiative Tackling Education and Skills Data Challenge (ESDC), ADEA

Allocution d'ouverture : M. Joseph Nsengimana, ministre de l'Éducation, Rwanda (5 min)

Partie 1 : Présentations (10 min chacune)

1. **Emmanuel Chola Mumba**, responsable des TIC, Conseil de l'enseignement de Zambie - Système d'information sur la gestion des enseignants (TMIS) pour soutenir le développement professionnel continu et le suivi des enseignants
2. **Oswald Koussihouede**, responsable de la coopération technique à l'IIEP-UNESCO en Afrique, UNESCO-Dakar : De l'ESA à l'élaboration des politiques éducatives. Renforcement de la gouvernance des enseignants (Mauritanie)
3. **Amy Bellinger**, directrice, The Learning Generation Initiative, EDC : Planification des effectifs dans le secteur de l'éducation

Questions-réponses (10 min)

1. **Charles Nweke**, AlumUnite : Intégrer les données dans la prise de décision ; décentraliser la propriété et la responsabilité ; institutionnaliser le développement professionnel continu ; aligner les politiques sur des processus de mise en œuvre clairs ; tirer parti de l'IA et des plateformes mobiles ; et renforcer les partenariats intersectoriels
2. **Stephen Senyo Tettegah**, directeur national, The Luminos Fund (Ghana) : apprentissage accéléré intégré dans les systèmes nationaux (Éthiopie, Ghana, Libéria)
3. **Mona Laroussi**, directrice, OIF-IFEFF : InserJeune : outil de gestion numérique pour les systèmes d'EFTP

Questions-réponses (10 min)

Partie 2 : Table ronde (30 min)

À travers le continent, les systèmes éducatifs exploitent de plus en plus les données, les technologies et les innovations localisées pour transformer les politiques en résultats d'apprentissage mesurables. Les tableaux de bord en temps réel, les plateformes numériques et les outils EMIS intégrés permettent aux ministères, aux districts et aux écoles de prendre des décisions fondées sur des données probantes et de suivre efficacement les progrès réalisés. La décentralisation et les mécanismes de responsabilisation permettent aux acteurs locaux d'agir sur la base des données, garantissant ainsi que les politiques sont mises en œuvre là où elles ont le plus d'impact : dans les salles de classe et les communautés. Parallèlement, des approches systématiques du développement professionnel des enseignants et une cartographie claire des politiques par rapport aux processus renforcent les capacités et la cohérence institutionnelles. Cette session explorera comment des modèles axés sur la technologie, évolutifs et durables peuvent renforcer la résilience du système, améliorer

la prestation de services et garantir des résultats d'apprentissage inclusifs et continus à travers l'Afrique.

Modératrice : Deborah Kimathi, responsable des effectifs et des systèmes éducatifs, Learning Generation Initiative, Education Development Center

Intervenants :

1. **Johannes Malebye**, directeur adjoint, EMIS, département de l'éducation de base, Afrique du Sud
2. **Ousmane Saine**, administrateur système, unité EMIS, ministère de l'Éducation de base, Gambie
3. **Sophia Alexandrina Kousiakis**, responsable du projet DHIS2 pour l'éducation, département d'informatique, Université d'Oslo
4. **Alex Gbeteglo**, chef de la division des statistiques, ministère de l'Éducation primaire et secondaire (GPE-KIX), Togo
5. **Marian Abu**, directrice de la gestion des enseignants, Commission des services enseignants (LGI), Sierra Leone
6. **Lydie Shima**, responsable de programme, Laterite, Rwanda

Questions-réponses et conclusion (10 min)

15h40 – 16h00 **Pause santé**

Événements consultatifs triennaux – 4 : quatrième série d'événements parallèles (engagements des partenaires/pays)

16h00 – 18h00 **Événement en marge 13 : Améliorer l'apprentissage fondamental – Progrès et défis depuis FLEX 2024**

Omanyen I

Partie 1. Facteurs de progrès : utilisation des données et évaluations pour renforcer les systèmes et stimuler l'apprentissage (60 min)

Contexte :

Partout en Afrique, de plus en plus de systèmes éducatifs évaluent désormais les compétences en lecture, écriture et calcul dans le cadre de leurs évaluations nationales régulières. Dans le même temps, les principaux bailleurs de fonds réduisent leur soutien aux évaluations régionales et nationales. Cette session examine comment les ministères traduisent les mesures existantes en améliorations concrètes dans les salles de classe et en soutien aux enseignants.

Une présentation concise de l'Initiative africaine d'évaluation des acquis fondamentaux (AFLAI) permettra de planter le décor, tandis que des exemples concrets à l'échelle continentale et nationale illustreront la manière dont les responsables ont utilisé les résultats récents pour affiner les normes, harmoniser les supports pédagogiques et cibler les ressources limitées là où elles sont le plus nécessaires. Les ministres réfléchiront aux compromis clés, par exemple en matière de coût, de capacité et de timing politique, ainsi qu'aux compromis pragmatiques qui permettent de maintenir la dynamique de réforme. Les participants repartiront avec des idées concrètes pour maximiser la valeur des données disponibles, une vision plus claire des innovations émergentes à travers l'Afrique et de nouveaux contacts pour soutenir les échanges entre pairs au-delà de l'événement. La session mettra également en avant le Cadre d'évaluation continental (CAF - Afrique) de l'UNESCO.

Objectifs de la session :

- Explorer comment les gouvernements peuvent utiliser les données, les évaluations et les preuves opportunes pour améliorer la prestation des services dans le cadre de budgets limités.
- Présenter des exemples concrets d'utilisation des données probantes par les pays pour mener des réformes et développer l'apprentissage fondamental.
- Faciliter le dialogue ministériel interactif et l'engagement du public afin d'encourager l'action collective.

Résultats attendus :

- Renforcement de la dynamique politique et technique en faveur des données et des preuves afin de développer efficacement l'initiative d'apprentissage fondamental.
- Sensibilisation et engagement accrus autour des innovations à travers le continent.
- Apprentissage entre pairs grâce à des études de cas comparatives.

Facilitateur : **Armando Ali**, directeur général, PAL Network

Rapporteurs :

- **Jack Thunde**, chercheur associé, AFLEARN, Université du Cap
- **Catherine Elliston**, plaidoyer, communication et engagement politique, WWHGE

Allocution d'ouverture : **S.E. Dr Makgabo Reginah Mhaule**, vice-ministre de l'Éducation de base, Afrique du Sud (5 min)

Panel technique : Perspectives continentales sur la voie vers des évaluations des langues étrangères adaptées, comparables et utilisables (15 min)

Modératrice : **Clio Dintilhac**, chargée de programme senior, Éducation mondiale, Fondation Gates (sur l'IA et les évaluations)

Intervenants :

1. **Dr Hilaire Hounkpodoté**, coordinateur, Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) (sur le PASEC)
2. **Dr Manos Antoninis**, directeur, Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEMR) de l'UNESCO (sur les données CAF)
3. **Prof. Cally Ardington**, directrice de DataFirst, Université du Cap (AFLEARN) / **Ephel Ephra Ngota**, coordinateur, Centre national d'évaluation, Conseil national des examens du Kenya (sur les critères de référence)
4. **Joao Pedro**, statisticien en chef et directeur adjoint, section Analyse des données, UNICEF

Discussion informelle : Engagements mondiaux et continentaux en matière de données, d'évaluations et de preuves sur les langues étrangères

Modérateur : **Albert Nsengiyumva**, secrétaire exécutif, ADEA

Intervenants :

1. **Cheikh Beye**, inspecteur de l'éducation et de la formation, ministère de l'Éducation nationale, Sénégal
2. **Martha Odundo**, directrice de l'éducation, Éducation de la petite enfance, ministère de l'Éducation, Kenya
3. **Prof. Ernest Kofi Davis**, directeur général, Service de l'éducation du Ghana

Conclusion : **Armando Ali**, directeur général, PAL Network

Partie 2. Renforcer les systèmes de données factuelles et leur utilisation : voies vers l'amélioration des résultats en matière d'éducation de la petite enfance en Afrique (60 min)

Contexte : cette session se penchera sur les données factuelles relatives à l'acquisition des compétences d'apprentissage fondamentales par les enfants, en particulier l'alphabétisation. Elle servira de plateforme pour lancer des initiatives mondiales et continentales clés, à savoir le rapport du Global Education Evidence Advisory Panel (GEEAP), Global Evidence for Effective Reading Programs, dans le but d'accélérer la dynamique, d'approfondir la sensibilisation et de promouvoir l'apprentissage entre pairs. En combinant données probantes, pratiques et dialogue, la session vise à créer une dynamique en faveur d'approches plus solides et évolutives de l'apprentissage fondamental à travers l'Afrique.

Objectifs de la session :

- Lancer et présenter le document du GEEAP sur l'alphabétisation précoce, en mettant l'accent sur les données mondiales et l'urgence de l'apprentissage fondamental.
- Fournir des informations sur la manière d'intégrer les connaissances fondées sur des données probantes dans l'élaboration des politiques et le renforcement des systèmes de données probantes.
- Positionner l'apprentissage fondamental comme une priorité mondiale urgente et commune, en renforçant la pertinence des données, des évaluations et des approches systémiques dans tous les contextes.

Résultats attendus :

- Meilleure compréhension de la science de l'apprentissage afin d'améliorer les résultats de l'apprentissage fondamental.
- Renforcement de la dynamique politique et technique en faveur de l'extension de l'apprentissage fondamental.
- Apprentissage entre pairs grâce à des études de cas comparatives.

Lancement mondial du dernier rapport approuvé par le GEEAP - Données mondiales sur l'efficacité des programmes de lecture dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI)

Facilitateur : Dr Sam Awuku, responsable triennal de l'ADEA pour le Ghana, Ghana

Rapporteurs :

- **Rachel Christina**, directrice, Centre de développement de l'éducation (EDC)
- **Dr Linda Zuze**, chercheuse principale, AFLEARN

Intervenants :

1. **Dr Benjamin Piper**, membre du GEEAP et responsable de l'éducation mondiale, Fondation Gates.
2. **Professeur Kwame Akyeampong**, membre du GEEAP et Open University.
3. **Représentant national**, Nigeria (à confirmer)

Présentation éclair : Données probantes sur l'apprentissage fondamental (15 min)

Intervenants :

1. **Dr John Mugo**, directeur exécutif, Fondation Zizi Afrique
2. **Armando Ali**, directeur général, PAL Network
3. **Jennifer Opare-Kumi** – Chercheuse scientifique, What Works Hub for Global Education (WWHGE)

16h00 – 18 h

Omanyen IV

Événement en marge 14 : Approches innovantes et durables dans la formation des enseignants et le développement professionnel continu au cours de la Décennie de l'éducation pour l'Afrique (120 min)

Scénario :

L'Afrique se trouve à un moment décisif de son parcours éducatif. Avec la Décennie de l'éducation de l'UA (2025-2034) désormais lancée, le continent a l'occasion de transformer ses systèmes éducatifs afin d'offrir non seulement un accès à l'éducation, mais aussi une éducation de qualité, pertinente et résiliente. Au cœur de cette transformation se trouvent trois piliers interdépendants : le leadership scolaire, la formation des enseignants et le développement professionnel continu (DPC), soutenus par des catalyseurs transversaux tels que les politiques, le financement, la technologie et l'engagement communautaire.

La formation des enseignants et le développement professionnel continu (DPC) sont tout aussi essentiels au programme de transformation. De nombreux programmes de formation initiale restent trop théoriques et déconnectés des réalités de la salle de classe, négligeant souvent les contextes linguistiques, culturels et communautaires de l'Afrique. Les enseignants entrent en classe sans être suffisamment préparés pour gérer des classes nombreuses, s'adresser à des apprenants diversifiés ou intégrer des pédagogies inclusives et numériques. Sans une initiation solide et un apprentissage professionnel continu, ces défis persistent tout au long de la carrière d'un enseignant. Le DPC, qui devrait fournir ce soutien continu, est trop souvent fragmenté, irrégulier et inaccessible, en particulier dans les contextes ruraux et fragiles, ce qui renforce encore les inégalités systémiques. Il est essentiel de considérer la formation initiale et le DPC comme un parcours professionnel continu afin de constituer un corps enseignant motivé, compétent et prêt pour l'avenir.

Préparation des enseignants et DPC avec des catalyseurs transversaux pour des systèmes résilients et prêts pour l'avenir : La préparation des enseignants et le DPC sont tout aussi essentiels pour garantir que les salles de classe offrent un apprentissage inclusif et pertinent. Trop souvent, la formation des enseignants reste trop théorique, tandis que le développement professionnel continu est fragmenté et inaccessible. Les réformes doivent intégrer des catalyseurs transversaux (alignement des politiques, financement durable, technologies éducatives appropriées et engagement communautaire fort), tout en valorisant la langue et la culture comme éléments clés de la pertinence et de la durabilité. Ensemble, le leadership, la préparation et le développement professionnel continu constituent l'épine dorsale de systèmes prêts pour l'avenir qui dotent les jeunes des compétences nécessaires pour s'épanouir.

Une vision commune pour la Décennie de l'éducation : La Décennie de l'éducation appelle à repenser la préparation des enseignants et le développement professionnel continu de manière à refléter les réalités et les aspirations de l'Afrique.

Objectifs de la session :

- **Présenter des innovations évolutives :** mettre en avant des modèles efficaces de formation des enseignants et de développement professionnel continu qui améliorent la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage et peuvent être adaptés à tous les contextes africains.
- **Explorer les conditions et les environnements favorables :** évaluer les politiques, le financement, les technologies, l'engagement communautaire et la pertinence culturelle nécessaires pour faire passer les innovations du stade pilote à celui du changement systémique.

-
- **Formuler des recommandations concrètes** : fournir des orientations pratiques et fondées sur des données probantes pour éclairer les plans nationaux d'éducation dans le cadre de la Décennie de l'éducation de l'UA, en accord avec l'Agenda 2063 et l'ODD 4, tout en s'assurant de l'attention et de l'engagement des décideurs pour favoriser l'adoption et la mise à l'échelle.

Résultats attendus :

- Un ensemble consolidé de données et de modèles démontrant ce qui fonctionne dans les contextes africains pour la formation des enseignants et le développement professionnel continu.
- Une compréhension commune des leviers politiques, financiers et communautaires qui permettent aux innovations de s'enraciner et d'être déployées à grande échelle de manière durable.
- Des engagements de la part des gouvernements et des partenaires à intégrer les approches prometteuses dans les plans et les budgets sectoriels, afin de garantir que les réformes ne soient pas isolées mais systémiques.
- Des partenariats continentaux et régionaux renouvelés et renforcés, reliant des plateformes telles que l'Initiative régionale pour les enseignants en Afrique (RTIA) afin de favoriser la collaboration au-delà de la Triennale.
- Une vision plus claire de la manière dont ces efforts font progresser collectivement la Décennie de l'éducation de l'UA et le programme CESA 2026-2035, en positionnant l'éducation comme un moteur de résilience, d'équité et d'autonomisation des jeunes.

Domaines d'action prioritaires :

- Préparation innovante des enseignants – Formation mixte, basée sur les compétences, pédagogie adaptée à la culture.
- Développement professionnel continu – Apprentissage mobile/micro-apprentissage, apprentissage entre pairs, coaching pédagogique.
- Facteurs transversaux – Harmonisation des politiques, financement, technologies éducatives, pertinence culturelle, engagement communautaire.

Format de la session :

Modératrice : Mervi Hakoniemi, spécialiste en gestion des connaissances, Initiative régionale pour les enseignants en Afrique (RTIA) / Agence nationale finlandaise pour l'éducation

Rapporteur : Marian Nortey, cadre administratif principal, Commission nationale du Ghana pour l'UNESCO

Allocution d'ouverture : Sophie Salomon, directrice, Département du capital humain et du développement social (CHDS), Expertise France (5 min)

S.E. Dr Houda Babah Sid M'hamed, ministre de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif, Mauritanie : Vision politique des solutions et de l'innovation en matière de développement professionnel continu (5 min)

Présentation : Polycarp Otieno, spécialiste de l'éducation, UNICEF, et **Saliou Sall**, coordinateur principal de programme, UNESCO IICBA : Perspectives communes issues de l'évaluation mondiale des enseignants par l'UNICEF et de l'étude de l'UNESCO-IICBA sur le DPC en Afrique (15 min)

Table ronde : Bonnes pratiques et innovations en matière de formation des enseignants et de développement professionnel continu en Afrique subsaharienne (55 min)

-
1. **Thomoh Joseph Yong**, conseiller technique n° 1, Cameroun : Intégrer des approches plurilingues dans la formation initiale des enseignants
 2. **Dr Leabah Brice Morwaker**, directrice exécutive, Centre d'excellence pour l'agrément des enseignants et l'accréditation des écoles, ministère de l'Éducation, Libéria : Cadre de carrière pour les enseignants, formation initiale et continue, et bien-être des enseignants
 3. **Phae Mariti**, directeur de l'éducation – Service de l'enseignement, ministère de l'Éducation et de la Formation, Lesotho : Création d'un conseil national des enseignants et suivi du développement professionnel continu
 4. **Bernard Kuug**, chef de l'unité de recherche, ministère de l'Éducation, Ghana NTC : Communautés d'apprentissage professionnel en milieu scolaire : améliorer l'orientation scolaire et professionnelle dans les collèges

Questions-réponses : Sophie Salomon, directrice du département Capital humain et développement social (CHDS), Expertise France (15 min)

Session World Café sur la préparation des enseignants et le développement professionnel continu (20 min)

Ouverture de la session : Mervi Hakoniemi, spécialiste en gestion des connaissances, Initiative régionale pour les enseignants en Afrique (RTIA) / Agence nationale finlandaise pour l'éducation (5 min)

- **Présentation d'une analyse des données disponibles** sur le développement professionnel des enseignants (TPD) pour une pédagogie transformatrice en matière de genre (GTP) en Afrique, réalisée dans le cadre du projet régional d'initiative pour les enseignants en Afrique (**Collins Olang**, conseiller régional en stratégie éducative, VVOB)
- **Ateliers de formation continue des enseignants** avec mentorat, coaching et création de communautés de pratique, pour une approche durable du changement – le cas de la Sierra Leone et du Liberia (**Sara McGinty**, directrice des programmes et partenariats internationaux ; **Najmul Hossain**, responsable de programme, CODE)
- **Formation initiale des enseignants vs formation continue** : qu'est-ce qui fait le succès d'un programme de formation initiale ? En quoi diffère-t-il des programmes de formation continue ? (**Daniel Fwanshishak**, responsable de l'anglais et de l'éducation scolaire, British Council Nigeria ; **Dr Iyabode Alli**, responsable de l'éducation, ministère fédéral de l'Éducation, Nigeria ; **Ebru Weston**, conseillère principale pour l'anglais et l'éducation scolaire en Afrique subsaharienne, British Council)
- **Recrutement, formation et placement** des boursiers dans les communautés défavorisées (**Folawe Omikunle**, ambassadeur régional, Teach For All – avec le soutien d'**Ebenezer Akinwale**, responsable senior du suivi et de l'évaluation, Teach for all-Nigeria)
- **De la politique à la pratique** : leçons tirées des partenariats entre les ONG ghanéennes et le gouvernement – vers un développement des enseignants et une éducation préscolaire de qualité à grande échelle (Right to Play, Lively Minds et Innovations for Poverty Action – Ghana) (**Hannah Young**, Sabre Education)
- **Leadership collectif et développement professionnel continu** grâce au mentorat par les pairs, à la planification des cours et aux projets communautaires, avec un accent particulier sur les écoles rurales (**Luis Cahisso**, spécialiste de l'éducation, Humana people to people)

16h00 – 18h00 **Événement en marge 15 : Repositionner l'enseignement supérieur et la recherche scientifique grâce à un financement durable, à la pertinence de la recherche et à la mobilité des compétences en accord avec la ZLECA – 2** (120 min)

Omanyen III

Construire l'autoroute des compétences africaines pour l'ère de la ZLECA

Contexte

Afin d'accélérer sa croissance économique, l'Afrique s'est lancée dans la création d'un marché commun à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui repose sur la libre circulation des biens, des services, des personnes et, surtout, des compétences. Cependant, la libre circulation des connaissances et des compétences implique la certification et la reconnaissance des qualifications à l'échelle continentale. L'un des principaux obstacles à la réalisation de ce potentiel reste la nature rudimentaire, fragmentée et mal harmonisée des systèmes de certification et de reconnaissance des qualifications.

Aujourd'hui, les systèmes nationaux de certification et les cadres d'assurance qualité restent disparates, souvent limités à des approches sectorielles ou institutionnelles. Cette situation entrave la reconnaissance mutuelle automatique des qualifications, ralentit la mobilité académique et professionnelle et restreint la circulation des connaissances et des talents à travers le continent et au-delà. En effet, le continent reste l'un des principaux réservoirs de main-d'œuvre pour le monde occidental, marqué par le vieillissement de sa population.

En réponse à cette fragmentation, plusieurs initiatives continentales ont vu le jour : la Convention d'Addis-Abeba sur la reconnaissance des qualifications dans l'enseignement supérieur en Afrique, le Cadre africain des certifications (AQF) et l'initiative HAQAA (Harmonisation de l'assurance qualité et de l'accréditation dans l'enseignement supérieur africain). Cependant, leur mise en œuvre reste inégale et nécessite une accélération coordonnée, soutenue par une vision politique forte et partagée.

Objectif général : Promouvoir la convergence africaine autour de l'harmonisation des systèmes de qualification et de la reconnaissance mutuelle des certifications afin de soutenir la mobilité académique et professionnelle et la compétitivité du capital humain africain dans le cadre de la ZLECA.

Objectifs spécifiques :

- Faire le point sur la situation concernant l'engagement des États envers les conventions mondiales, continentales et régionales.
- Promouvoir l'harmonisation et la qualité : harmoniser les programmes, les certifications et les cadres d'assurance qualité aux niveaux national, régional et continental.
- Plaider en faveur d'une feuille de route concertée pour accélérer la mise en œuvre du CAQF et de la Convention d'Addis-Abeba.
- Identifier les défis auxquels les pays sont confrontés pour améliorer les cadres nationaux et régionaux de certification et adopter des conventions supranationales.
- Formuler des recommandations opérationnelles pour encourager l'engagement des gouvernements, des organisations sous-régionales, des universités et des autres prestataires de formation.

Résultats attendus :

- Une compréhension commune des défis et des opportunités liés à l'harmonisation des qualifications dans le contexte de la ZLECA.
- Un plaidoyer fort en faveur de l'élaboration de cadres nationaux adéquats, de la mise en œuvre du CAQF et de la ratification de la Convention d'Addis-Abeba.
- Un cadre renforcé pour la collaboration entre les institutions nationales, régionales et continentales.
- Un rapport de session documentant les discussions et les recommandations.

Méthodologie :

Le panel sera organisé sous forme de présentations thématiques, de discussions interactives et de sessions de co-construction. Les intervenants proviendront d'organisations internationales et régionales (UNESCO, Union africaine, Convention d'Addis-Abeba, RAFANAQ), d'experts du CAQF et de l'initiative HAQAA, de responsables d'agences nationales de certification et d'assurance qualité, ainsi que d'universités, d'établissements d'enseignement supérieur et d'acteurs du secteur privé. Le format mettra l'accent sur la participation active et la formulation collective de solutions pratiques.

Format de la session :

Modérateur : Prof. Wail Benjelloun, ancien président de l'université Mohammed V, Rabat, Maroc

Rapporteur : à confirmer

Intervenants :

1. **Wesley Teter**, expert principal en enseignement supérieur, UNESCO
2. **Christine Hofmann**, spécialiste régionale principale en compétences/Bureau régional pour l'Afrique, Organisation internationale du travail
3. **Sophia Ashipala**, chef de la division Éducation, ESTI, Commission de l'Union africaine
4. **Rose Dodd**, secrétaire exécutive, Collaborative Education
5. **Dr Alice Kande**, vice-présidente du Réseau africain des agences nationales de certification.

16h00 – 18h00

Omanyen II

Événement en marge 16 : Utiliser les données probantes et les technologies numériques pour inclure tous les apprenants – Succès et échecs – 2 (120 min)

Pleins feux sur la compréhension des mécanismes utilisés par les ministères de l'Éducation du Kenya, du Sénégal et du Malawi pour coordonner la recherche en matière de technologies éducatives en accord avec leur programme national sur l'apprentissage fondamental.

Rapporteurs :

- **Martha Odundo**, directrice de l'éducation de base, ministère de l'Éducation, Kenya
- **Ezekiel Nonie**, directeur, Développement et performance des enseignants, Commission des services enseignants, Sierra Leone
- **Sylvain Mudahinyuka**, chargé de projet, PQIP sur l'enseignement et l'apprentissage

Partie 1. Faire progresser la coordination de la recherche en matière de technologies éducatives au sein des ministères de l'Éducation : lancement de

l'initiative « EdTech Research in Africa » (Recherche sur les technologies éducatives en Afrique) – Kenya, Sénégal, Malawi (10 min)

Objectif : approfondir les connaissances sur la recherche nationale en matière de technologies éducatives et fournir une plateforme pour établir un programme EdTech aligné sur la vision nationale en matière d'enseignement et d'apprentissage.

Modératrice : Hanna Simmons, responsable Afrique, EdTech Hub

Présentation : Que savons-nous ? Résultats d'une analyse rapide de la coordination de la recherche sur les technologies éducatives en Afrique (10 min)

1. **Dr Pauline Essa, directrice générale**, Éducation, Afrique subsaharienne (ESSA)

Séance de travail avec Menti – dans le cadre de la coordination de la recherche en matière de technologies éducatives (avec ce qui a fonctionné ou ce qui continue de poser des difficultés autour des piliers que sont le contenu et les solutions, les capacités et la culture, la connectivité et les infrastructures, ainsi que le coût et la durabilité) (45 min)

1. **Pays ciblés – Malawi, Kenya, Sierra Leone**
2. **Animateurs (EdTech Hub) – Hannah Simmons**, responsable Afrique ; **Genevieve Simiyu**, spécialiste ; et **Enoch Amu**, spécialiste.

Mot de clôture : Dr Pauline Essah, PDG, Education Sub-Saharan Africa (ESSA).

Annonce : (10 min)

1. Le projet African EdTech Research Impact (**Verna Lalbehari**e, directrice exécutive, EdTech Hub / **Albert Nsengiyumva**, secrétaire exécutif, ADEA)

Partie 2. Session consultative sur le rapport Digital Skills Africa : Comment autonomiser une main-d'œuvre croissante pour des emplois plus nombreux et de meilleure qualité (55 min)

Thème : Promouvoir un avenir numérique inclusif, ouvert, sûr et sécurisé – construire un écosystème pour les compétences numériques

Modérateur : Suraj Shah, responsable des partenariats stratégiques et du leadership éclairé, Centre pour l'enseignement et l'apprentissage innovants, Fondation Mastercard

Rapporteur(s) :

- **Martha Odundo**, directrice de l'éducation de base, ministère de l'Éducation, Kenya
- **Ezekiel Nonie**, directeur du développement et de la performance des enseignants, Commission des services enseignants, Sierra Leone
- **Sylvain Mudahinyuka**, chargé de projet, PQIP sur l'enseignement et l'apprentissage

Présentation : (15 min)

1. **Ekua Nuam Bentil**, spécialiste principale en éducation et responsable mondiale des technologies éducatives, Éducation et compétences, Groupe de la Banque mondiale : présentation du rapport mettant en évidence les principales conclusions, données et recommandations

Remarques : (5-8 min)

1. **Halil Dundar**, responsable des pratiques, Éducation et compétences, Groupe de la Banque mondiale
2. **Prof. Peter Materu**, directeur des programmes, Fondation Mastercard

Commentaires sélectionnés des parties prenantes : (15 min)

-
1. **Dr Diyawu Mumin**, directeur exécutif, CENDLOS, ministère de l'Éducation, Ghana
 2. **Warihana Gumah**, ingénieur logiciel et fondateur – Saafea Tech Hub (représentant des jeunes)
 3. **Emmanuel Gyan**, enseignant, lycée d'Accra (jeune éducateur)

Questions-réponses et prochaines étapes – Modérateur (20 min)

Conclusion : modérateur

Fin de la deuxième journée

19h00 – 20h00 **Réunion ministérielle à huis clos (à confirmer)**

Heure et lieu Point et description

Séances en petits groupes : Prochaines étapes : principales recommandations et facteurs et conditions propices au renforcement de la résilience des systèmes éducatifs africains. (120 min chacune)

Chaque session présentera une synthèse des enseignements tirés des événements parallèles et des discussions plénières en matière de politiques et de pratiques innovantes qui peuvent être mis en œuvre à grande échelle et de manière durable.

Le panel modéré examinera et classera par ordre de priorité les enseignements tirés en matière de politiques et de pratiques qui trouvent un écho auprès de ses membres.

Le public interagira avec les panélistes et donnera son point de vue sur les enseignements prioritaires.

La session aboutira à un consensus sur quelques enseignements et discutera de certains des facteurs et conditions favorables qui peuvent faciliter leur mise en œuvre effective au cours des trois prochaines années.

09h00 – 11h00
Omanye I

Session parallèle 1 : Tirer parti des opportunités offertes par les cadres et les engagements régionaux, continentaux et mondiaux

Modérateur : Prof. Kwame Akyeampong, Éducation internationale et développement, Centre pour l'éducation internationale, Université du Sussex, Royaume-Uni

Rapporteur : Dr Ababacar Dieng, coordinateur, PQIP-ESRS

Intervenants :

1. **S.E. Prof. Gaspard Banyankimbona**, Commissaire à l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (ESTI), Union africaine
2. **Dr Houda Babah Sid M'hamed**, ministre de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif, Mauritanie
3. **S.E. Prof. Pierre Gomez**, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et des Technologies, Gambie
4. **M. Clifford Konah, Jr.**, ministre adjoint chargé de la formation des enseignants, Libéria

09h00 – 11h00
Omanye II

Session parallèle 2 : Leadership, appropriation et financement avec responsabilisation – trouver le juste équilibre

Modératrice : Prof. Karen Mundy, professeure en leadership et politiques éducatives, Université de Toronto

Rapporteuse : Dr Sheena Bell, OISE, Université de Toronto

Panélistes :

1. **S.E. Conrad Sackey**, ministre de l'Éducation de base et secondaire, Sierra Leone
2. **S.E. Dino Ballotti**, vice-ministre de l'Éducation, de l'Innovation, de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture, Namibie
3. **Ibrahima Sanon**, secrétaire général, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, Burkina Faso

09h00 – 11h00 Omanyé III	Session parallèle 3 : Utilisation des données et des preuves pour la prise de décision – qualité et durabilité Modératrice : Dr Fay Hodza, directrice principale mondiale des programmes, PEAS Rapporteure : Dr Mary Sichangi, coordinatrice (PQIP-EMS) et directrice (CEMASTEAM) Intervenants : S.E. Douglas Munsaka Syakalima, ministre de l'Éducation, Zambie S.E. Joseph Nsengimana, ministre de l'Éducation, Rwanda Dr Cleophus Mugenyi, commissaire, ministère de l'Éducation et des Sports, Ouganda Chandane Jhowry, secrétaire permanente, ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Recherche, Maurice
09h00 – 11h00 Omanyé IV	Session parallèle 4 : L'éducation et la technologie (y compris l'IA) en classe – un catalyseur avec des points forts et des points faibles Modératrice : Dr Pauline Essa, directrice générale, ESSA, Ghana Rapporteure : Prof. Hellen Inyega, professeure d'enseignement des langues et de l'alphabétisation, Université de Nairobi Intervenants : S.E. Dr Makgabo Reginah Mhaule, vice-ministre de l'Éducation de base, Afrique du Sud Mona Laroussi, directrice, OIF-IFEF S.E. Leo Elias Jamal, ministre d'État chargé de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, Mozambique
11h00 – 11h30	Pause santé
11h30 – 12h00 Adesa Pavillon	Compte rendu en plénière : Les rapporteurs présentent un résumé des conclusions des ateliers.
12h30 – 13h30 Adesa Pavillon	Clôture officielle : - Présentation, discussion et adoption des principales recommandations/messages politiques - Divertissement, remerciements et discours de clôture
13h30 – 14h00	Conférence de presse : Ministère ghanéen de l'Éducation, ADEA et principaux partenaires.
13h30 – 15h00	Déjeuner
15h00	Départs



ADEA TRIENNIALE 2025



29-31 OCTOBER | **ACCRA - GHANA**

triennale.adeanet.org

